

PROGRAMME

LA CONVICTION

Pour une France humaine, juste et digne

Mars 2026

SOMMAIRE

1. Préambule
2. Préambule du Programme
3. Soutien à la Naissance
4. Pouvoir d'Achat
5. Droit de Succession
6. Donations Exceptionnelle Logement
7. Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)
8. Impôt - Étranger - Solidarité
9. GAFAM
10. TTF
11. CRIP
12. La Justice - Procédure trop longue !
13. Hôpital
14. Propriétaire et Locataire
15. Devenir Propriétaire
16. Locataire
17. Communes - Mairie
18. Produits de Luxe
19. L'Éducation Nationale
20. Les Enfants Placés et Retirés de Force - L'ASE
21. Agriculture
22. La Sécurité
23. Les Pompiers (Les Héros de la République)
24. La Jeunesse
25. Retraités - Respect et Dignité
26. Assurance, Mutuelles, Banques
27. D'Avenir France-Afrique
28. Protection des Consommateurs
29. Stopper l'Émigration ?
30. L'Union Européenne
31. France Travail : Demandeurs d'Emploi
32. **Proposition de Nouvelle Loi LPPE**
33. **Réforme du Code du Travail 2017**
34. **Accompagner : Choix, Respect et Dignité**

Les sections 32 à 34 sont des propositions complémentaires au programme principal.

Préambule



Le Roi Ignis et la Leçon de la Terre

Il était une fois un jeune roi, Le Roi Ignis. Beau, brillant et élégant, il inspirait l'espoir. Son peuple voyait en lui un avenir lumineux. Il aimait une dame extraordinaire plus âgée que lui, mais pleine de sagesse, et son amour fascinait tout le royaume. Au début, tout semblait possible. Le peuple croyait en ses promesses. Les jeunes se sentaient représentés, les anciens respectés. Le Roi Ignis parlait de justice, de prospérité et de dignité.

Mais avec le temps, quelque chose changea. Le Roi Ignis, séduit par sa propre lumière, oublia qu'il avait été choisi par le peuple. Il fit des choix pour lui-même et pour quelques privilégiés, ignorant les cris et les souffrances de ceux qui l'avaient aimé. Son pouvoir, éclatant mais fragile, commença à brûler ses ailes.

Le plus grand échec du roi n'était pas de décevoir le peuple. C'était de se trahir lui-même. Car un homme qui oublie ses valeurs perd bien plus que le pouvoir : il perd le respect de lui-même.

Alors le peuple comprit une vérité simple : la colère, la violence, et l'arrogance ne construisent rien. Ce qui bâtit l'avenir, c'est la lucidité, le courage, le silence, et la responsabilité. Le Roi Ignis quittera son trône un jour. Et il devra se regarder dans le miroir et se demander : qu'ai-je fait de la confiance que l'on m'avait donnée ?

Mais le peuple, lui, continuera. Il continuera à créer, à espérer, à faire vivre la terre qu'il habite. Car un pays, une terre, n'appartiennent jamais à un roi. Ils appartiennent toujours à ceux qui la nourrissent, la travaillent et la protègent. Le pouvoir est éphémère, la responsabilité est éternelle.

« *Le pouvoir est éphémère, la responsabilité est éternelle.* »

Mentions sur les droits d'auteur

Le récit intitulé « Le Roi Ignis » est une œuvre originale de Mme Pascaline Doucet. Cette œuvre est intégrée au programme « La Conviction » uniquement à des fins de présentation, d'illustration et de diffusion. Elle ne fait l'objet d'aucun transfert de droits de propriété intellectuelle. Toute reproduction, utilisation ou diffusion en dehors de ce cadre est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'autrice.

Préambule du Programme



La France traverse une période de tensions économiques, sociales et humaines profondes. Les citoyens souffrent, les institutions sont fragilisées, et la confiance entre le peuple et la politique s'est érodée.

Face à cette réalité, nous faisons un choix clair : celui de la responsabilité, de la vérité et de la dignité humaine. Ce programme n'est pas une accumulation de promesses irréalistes, mais un projet construit pour défendre nos idées avec sérieux, dans le respect des valeurs républicaines et des capacités réelles du pays.

Notre ambition est simple : redonner à la France la force d'agir, sans renoncer à son identité de pays des droits de l'Homme. Nous croyons que la politique doit redevenir un outil au service des êtres humains, et non un instrument de domination, d'humiliation ou de division.

La France ne peut pas tout faire, ni accueillir tout le monde mais elle peut toujours agir avec respect, dignité et vérité.

C'est cette ligne claire que nous portons : une France ferme quand il le faut, humaine toujours. Ce programme est l'expression d'une conviction profonde : changer les lois sans trahir les valeurs qui fondent notre République.

Notre souveraineté et nos priorités : sécurité, dignité pour tous. Instaurer la confiance, sans renoncer à nos libertés !

La sécurité n'est pas l'opposé de la liberté : elle en est la condition, et l'intérêt général.

Retour d'une police de proximité connue des habitants, formée au dialogue et à la prévention pour trouver une solution sur les violences faites aux femmes : mettre fin à toutes les formes de violences physiques, psychologiques et sexuelles envers les femmes. Garantir un accès rapide et sûr aux services de protection, refuges et aides juridiques pour toutes les victimes.

Éduquer dès le plus jeune âge sur le respect, l'égalité et le consentement pour prévenir les violences.

Renforcer la responsabilité des auteurs et des institutions pour que la loi protège réellement les femmes avec bienveillance. Justice plus rapide et lisible : peines exécutées, sanctions proportionnées mais effectives. Protection renforcée des victimes, soutien psychologique et juridique automatique. Respect strict de l'État de droit : pas d'abus, pas d'arbitraire, sécurité ferme, mais juste. Instaurer la confiance entre citoyens et gouvernement.

La défiance actuelle est un danger démocratique majeur et injuste. Engagement de transparence totale sur les décisions publiques (budget, sécurité, énergie, immigration...).

Évaluation indépendante des politiques publiques, rendues publiques chaque année. Responsabilité politique réelle : erreurs reconnues, corrections assumées.

Lutte exemplaire contre la corruption et les conflits d'intérêts, contre la suppression des cotisations sociales, l'ISF et l'oligarchie. Et prendre une mesure sincère et constructive pour le citoyen français.

Un État qui parle vrai et assume. Instaurer un dialogue national et sincère ! Sans dialogue, la fracture devient irréversible et dangereuse !

Création de Conseils citoyens territoriaux consultatifs dans les quartiers les plus défavorisés, mais influents. Référendums d'initiative citoyenne encadrés sur les sujets majeurs. Concertation obligatoire avant toute réforme structurante. Réhabilitation du rôle des corps intermédiaires (syndicats, associations, élus locaux, mairie...)

Le peuple n'est pas un problème, il est la solution, nous voulons juste vivre dignement du fruit de notre travail ! Défendre la souveraineté de notre nation française !

Une nation souveraine protège ses citoyens. Indépendance énergétique, agricole et industrielle, Priorité aux entreprises françaises et européennes stratégiques. Politique migratoire claire, maîtrisée et humaine....

Défense ferme des intérêts français en Europe et à l'international.

Décider pour nous les citoyens français ! Redonner du pouvoir d'achat et de la tranquillité... La dignité passe par la stabilité économique. Baisse ciblée des taxes sur les produits essentiels, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Revalorisation du travail, travailler plus doit toujours rapporter plus....

Lutte contre la vie chère (énergie, logement, carburant) Protection des classes moyennes et populaires vivre de son travail, vivre en paix. Réaffirmer nos valeurs : Liberté, Égalité, Fraternité ! Pas comme des slogans, mais comme des engagements sincères et concrets.

Liberté, respect des opinions, nous refusons la censure, et le mépris....

Égalité : mêmes droits, mêmes devoirs, pour tous ! Fraternité, cohésion nationale, refus des divisions communautaires. Une République humaine et forte. La France n'a pas besoin de promesses irréalistes. Elle a besoin de vérité, de respect envers les citoyens et de dialogue.

Sans dialogue, c'est le chaos total. Avec la confiance, c'est la reconstruction vers la paix !

En France, en 2026, il existe des familles qui vivent avec moins de 1 400 euros par mois. Ce ne sont pas des statistiques. Ce sont des parents qui comptent chaque pièce avant d'aller au supermarché. Ce sont des enfants qui disent ce n'est pas grave alors que ça fait mal. Avec 1 400 euros, on ne vit pas, on survit.

On choisit entre : payer le loyer ou remplir le frigo, se chauffer ou acheter des chaussures aux enfants, soigner une dent ou garder de l'argent pour la fin du mois. Et pourtant, ces familles se lèvent tôt, elles travaillent, elles éduquent leurs enfants

avec dignité, et dans le silence ! Le plus dur, ce n'est pas le manque d'argent, c'est le sentiment d'être invisible, de ne pas compter, d'être oublié par ceux qui décident.

Un pays riche qui laisse des enfants grandir dans le manque est un pays qui oublie l'essentiel, la dignité n'est pas un luxe. Se nourrir, se loger, se chauffer, éduquer ses enfants ne devrait jamais être un combat quotidien. Ce message n'est pas une plainte, c'est un appel, un cri du cœur au gouvernement, un appel à regarder la réalité en face, un appel à remettre l'humain avant les chiffres, un appel à une France qui protège, qui respecte, qui n'abandonne pas, c'est fondé.

Soutien au pouvoir d'achat des familles modestes. Face à l'augmentation du coût de la vie, à la flambée des prix de l'énergie et à l'explosion du pouvoir d'achat, La conviction propose un soutien concret pour les familles les plus modestes. Beaucoup de Français vivent avec moins de 1 400 euros par mois, ce qui est insuffisant pour vivre dignement. Pour y remédier, je propose une prime mensuelle de 150 à 200 euros pour les familles dont le revenu est inférieur à 1 400 euros par mois.

Une aide automatique et temporaire, supprimée dès que la situation économique des familles s'améliore.

Objectif :

Instaurer la dignité des familles modestes, stimuler la consommation et relancer l'économie réelle, garantir un soutien direct et concret aux Français qui souffrent du pouvoir d'achat. Avec ce dispositif, aucune famille ne doit être laissée seule face à la hausse des prix. C'est un programme clair, précis et immédiatement efficace pour protéger le quotidien des Français les plus vulnérables. C'est notre conviction.

Nous respectons les institutions de la République. Nous remercions les sénateurs et les députés pour leur engagement. Mais nous devons avoir le courage de dire la vérité : à chaque drame, à chaque meurtre, à chaque tragédie, nous faisons une minute de silence. Et c'est normal. C'est un geste d'humanité pour les victimes et leurs familles. Mais aujourd'hui question simple : après la minute de silence, que faisons-nous pour que ces drames ne se reproduisent plus ? Pensons aux enfants victimes de violences. Pensons aux personnes qui subissent l'injustice. Pensons aux familles qui n'arrivent plus à payer leurs factures. Pensons aux Français qui perdent leur travail et leur dignité. La minute de silence doit aussi être un moment de conscience pour revoir les lois qui ne protègent plus assez le peuple.

À l'Assemblée Nationale et au Sénat, matin, midi et soir, nous devons travailler pour changer ce qui doit être changé. La France n'a plus besoin de blocages, de divisions ou de jeux politiques. La France a besoin de courage, d'humanité et de réformes sincères pour le peuple Français. Notre parti politique la conviction souhaite engager une réforme législative ambitieuse visant à adapter le droit français aux réalités contemporaines.

Nous constatons que certaines lois devenues complexes ou imprécises, peuvent générer des situations d'injustice et compliquer l'action des magistrats. L'obtention d'une majorité (de 300 députés) à l'Assemblée Nationale permettrait d'engager un travail approfondi de révision, de clarification et de modernisation des textes

législatifs. Notre priorité est de garantir une loi claire, accessible et protectrice pour chaque citoyen.

En 2026, les Français n'attendent plus des censures, ni des compromis politiques ou des intérêts personnels de parti. Les Français attendent une seule chose : l'intérêt général, pour la France, pour l'humanité et pour chaque citoyen. La vraie question aujourd'hui est simple : que faisons-nous pour défendre le pouvoir d'achat ? Que faisons-nous pour que les Français vivent dignement de leur travail ? Que faisons-nous pour qu'ils se sentent en sécurité et heureux avec leur famille ? Voilà les vraies priorités. Voilà le vrai devoir de la politique)....

SOUTIEN A LA NAISSANCE



Soutien aux femmes à la naissance :

Nous croyons que donner la vie est l'un des actes les plus précieux et courageux pour notre République. Chaque naissance est un acte d'amour, d'espoir et de responsabilité, et les femmes qui mettent au monde des enfants méritent respect, protection et soutien.

Nos engagements avec la conviction sont clairs. Congé maternité prolongé et rémunérés.

Chaque femme aura droit à un congé maternité d'au moins 1 an, pouvant aller jusqu'à 2 ans selon les situations. Pendant ce congé, la salariée percevra 70 % à 80 % de son salaire afin que la maternité ne soit jamais un risque financier.

Ce temps permettra aux mères de vivre pleinement les premiers mois de leur enfant, de créer des liens forts et de participer activement à l'éducation et à l'épanouissement de leur enfant.

Congé parental pour les deux parents, les pères et co-parents bénéficieront également d'un congé parental rémunéré, afin que la responsabilité de l'éducation soit partagée et que chaque parent puisse contribuer à la vie de son enfant dès la naissance.

Soutien financier à la naissance de chaque enfant, un compte d'épargne parental sera ouvert automatiquement, avec un montant initial pour soutenir les premières dépenses liées à l'éducation et aux besoins de l'enfant. Cette mesure vise à préparer l'avenir de l'enfant et à garantir que chaque naissance soit un départ solide vers l'autonomie et l'épanouissement. Accompagnement éducatif et social.

Des services d'information, de formation et de soutien seront mis à disposition pour tous les parents afin de les aider à accompagner le développement de leur enfant dès les premières années.

L'objectif est de donner à chaque enfant les meilleures chances dès la naissance, tout en permettant aux parents de vivre sereinement cette étape essentielle de la vie. La maternité, un acte respecté et valorisé. Faire un enfant n'est pas un risque, ni une contrainte : c'est un acte noble et fondamental pour la République.

Chaque femme qui accouche doit être honorée, protégée et valorisée, car elle contribue directement à l'avenir de notre nation. En France, être parent ne doit jamais être un risque financier. Chaque naissance est un trésor pour la République. Chaque mère et chaque père aura le temps, le soutien et la sécurité pour éduquer son enfant dans la dignité, l'amour et l'épanouissement.

Prime de naissance plus épargne pour l'enfant (1 100 euros et plus 100 euros), bienfaits économiques. Une aide immédiate pour couvrir les coûts liés à la naissance, couches vêtements, matériel, pour réduire la précarité des jeunes parents et permettre de commencer la vie familiale plus sereinement. (Épargne pour l'avenir).

Les 100 € placés sur un compte bloqué jusqu'à 18 ans représentent un capital qui peut financer études, logement ou projets, encourage la planification financière dès le plus jeune âge et peut stimuler des investissements futurs. Effet social et démographique. Favorise l'égalité des chances, chaque enfant reçoit un petit capital pour démarrer sa vie adulte.

Encourage indirectement la natalité, et le sentiment de solidarité national.

POUVOIR D'ACHAT



Soutien au pouvoir d'achat des familles modestes.

Face à l'augmentation du coût de la vie, à la flambée des prix de l'énergie et à l'explosion du pouvoir d'achat, La conviction propose un soutien concret pour les familles les plus modestes. Beaucoup de Français vivent avec moins de 1 400 euros par mois, ce qui est insuffisant pour vivre dignement. Pour y remédier, je propose : une prime mensuelle de 150 à 200 euros pour les familles dont le revenu est inférieur à 1 400 euros par mois. Une aide automatique et temporaire, supprimée dès que la situation économique des familles s'améliore.

Objectif :

Instaurer la dignité des familles modestes. Stimuler la consommation et relancer l'économie réelle.

Garantir un soutien direct et concret aux Français qui souffrent du pouvoir d'achat.

Avec ce dispositif, aucune famille ne doit être laissée seule face à la hausse des prix. C'est un programme clair, précis et immédiatement efficace pour protéger le quotidien des Français les plus vulnérables, c'est notre conviction.

DROIT DE SUCCESSION



Nous proposons de plafonner les droits de succession dus à 300 000 euros par enfant :

Afin de protéger les héritiers et de relancer l'économie, notamment le secteur immobilier.... Rénovation cumulable pour un seul bien, pour l'accès au logement des jeunes adultes 18 ans. Constat :

En France, l'accès au logement est devenu l'un des principaux freins à l'autonomie des jeunes adultes : prix de l'immobilier trop élevés, difficulté d'accès au crédit, pénurie de logements, dépendance prolongée vis-à-vis des parents. Parallèlement, de nombreux parents disposent d'un patrimoine, ou d'une épargne qu'ils souhaitent transmettre de leur vivant, pour aider leurs enfants à devenir autonomes. Pour permettre aux parents, qu'ils soient mariés ou pacsés, de faire une donation renforcée à leurs enfants dès l'âge de 18 ans, exclusivement destinée au logement, afin de favoriser l'indépendance des jeunes, fluidifier le marché immobilier, soutenir le secteur du bâtiment et de la rénovation, répondre à la crise du logement.

DONATIONS EXCEPTIONNELLE LOGEMENT



Chaque enfant, peut recevoir jusqu'à 250 000 € sans payer de taxes :

Les donations pour l'achat d'un logement sont totalement exonérées. L'État ne touche rien, sauf les frais de procédure du notaire. Chaque parent pourrait donner jusqu'à 250 000 € par enfant. Soit 500 000 € par enfant pour un couple parental. Donation exonérée de droits, sous conditions d'utilisation, d'éligibilité.

Enfant bénéficiaire à l'âge de 18 ans minimum. Donation utilisée uniquement pour l'achat d'un logement (résidence principale), les travaux de rénovation, d'aménagement ou de mise aux normes. Interdiction de placer l'argent sur des comptes d'épargne, produits financiers ou investissements spéculatifs.

Les fonds doivent être déclarés chez le notaire. Nous ne taxons pas l'épargne des classes moyennes. Nous demandons simplement aux patrimoines les plus élevés de contribuer davantage à l'effort collectif, de manière progressive et juste.

IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE L'ISF



Qu'est-ce que l'ISF ?

L'ISF, créé en 1981 sous la Présidence de François Mitterrand, était un impôt de solidarité sur la Fortune destiné à faire contribuer les plus grandes fortunes de France.

Pourquoi l'ISF a-t-il été créé ?

L'ISF a été créé pour réduire les inégalités et contribuer à la solidarité nationale. L'idée était simple : ceux qui ont beaucoup de richesse participent davantage au financement des services publics et de la protection sociale.

Il permettait de redistribuer une partie de la richesse vers des besoins collectifs (santé, éducation, infrastructures, etc). En résumé, c'était un impôt qui visait à rendre la fiscalité plus équitable.

Intérêt général de l'ISF :

Réduction des inégalités : ceux qui ont le plus de patrimoine payaient proportionnellement plus.

Incitation à l'investissement productif : certains biens pouvaient être exonérés, par exemple si l'argent était investi dans des entreprises ou des PME.

En bref, l'ISF était un outil de solidarité nationale : Ceux qui ont plus participent davantage pour que tout le monde puisse bénéficier des services publics et de la vie collective.

Comment on le calculait ?

Il concernait les foyers dont le patrimoine net dépassait pas un certain seuil (750 000 euros).

L'ISF était un impôt progressif : plus la valeur du patrimoine était élevée, plus le taux d'imposition augmentait, allant de 0,5 % à 1,5 % du patrimoine taxable.

Pourquoi l'ISF a-t-il bien fonctionné dans le passé ?

Sous la Présidence de François Mitterrand, les riches ont payé l'ISF, et la France a pu fonctionner sans problème. Les plus riches ne sont pas partis.

Sous la Présidence de Nicolas Sarkozy, le système a continué de marcher : les riches ont payé, et personne n'a quitté le pays.

Sous la Présidence de François Hollande, l'ISF a permis de récolter encore plus de 5,5 milliards par an de ressources pour l'État, et les riches sont restés en France.

Autrement dit, faire payer les plus riches n'a jamais provoqué d'exode fiscal massif, contrairement à ce que certains craignent.

Le problème avec la suppression de l'ISF :

En 2018, le Président Emmanuel Macron a remplacé l'ISF par l'IFI, qui ne concerne que la fortune immobilière. Résultat : l'État a perdu beaucoup de recettes, et ces manques financiers ont obligé à réduire certaines dépenses dans les services publics.)....

Les écoles, hôpitaux, fonctionnaires et services administratifs se retrouvent ainsi sous pression. La France fonctionne grâce à la solidarité : si les plus riches ne contribuent pas à l'impôt, les finances publiques s'effondrent, la dette augmente plus de 3500 MILLIARDS euros environ, et les services essentiels sont menacés, les hôpitaux, l'éducation nationale, l'armée....

Pourquoi il est urgent de remettre l'ISF :

Tout fonctionnait parfaitement avec l'ISF les riches payaient, la France pouvait investir dans le public, et la solidarité nationale était respectée. Aujourd'hui, sans cet impôt, la France est en difficulté financière, et les services publics souffrent. La France fonctionne grâce à la solidarité :

Si les plus riches ne contribuent pas à l'impôt, les finances publiques s'effondrent, la dette augmente, et les services essentiels sont menacés. Aujourd'hui, la dette de la France dépasse plus 3500 milliards d'euros en 2025. Si on ne met pas en place des nouvelles mesures pour que chacun contribue selon ses moyens, qui paiera pour cette dette et pour l'avenir de nos enfants ?

Chaque citoyen mérite une explication claire :

Le gouvernement doit nous dire comment il compte financer l'État et faire vivre le pays.

Remettre l'ISF, c'est refaire fonctionner le pays correctement, garantir l'école, la santé, la justice et tous les services publics... C'est un acte de justice :

Ceux qui ont plus contribuent pour que tout le monde puisse vivre dignement et pour protéger l'avenir de nos enfants.

En conclusion, simple pour les Français, l'ISF n'était pas un impôt qui pénalisait les riches :

C'était un impôt pour tous, pour que la France fonctionne grâce à la solidarité.

Sans lui, la dette augmente, les services publics sont en danger, et la vie collective se fragilise. Avec lui, la France pouvait financer ses écoles, ses hôpitaux, ses administrations et sa justice.... Remettre l'ISF, c'est remettre la France sur les rails de la solidarité et du bon sens.

Nous sommes là pour alerter et informer. Chacun peut aller vérifier, lire et se renseigner par lui même : c'est le droit de chaque citoyen de comprendre comment fonctionne son pays. La France se relève avec la tête haute, fidèle à sa valeur de solidarité, et protège l'avenir de ses enfants.

La dette publique française s'est établie à environ 3 482 milliards d'euros fin 2025, soit plus de 117 % du PIB (Produit Intérieur Brut), selon les données officielles de l'INSEE.

Voilà notre combat républicain. Financement des services publics qui rapportait environ 5,5 milliards par an, l'ISF, l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, était un impôt français qui existait jusqu'en 2017. Il concernait les personnes détenant un patrimoine net important, c'est-à-dire l'ensemble de leurs biens (argent, immobilier, actions, etc.) après déduction de leurs dettes.

Nous proposons de remettre en place l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune), créé en 1981 sous la Présidence de François Mitterrand, qui était un impôt de solidarité destiné à faire contribuer les plus grandes fortunes au financement des services publics. De même que le CICE, je ne peux pas tous les citer tant il y a eu de dispositifs supprimés ou détournés de leur objectif initial.

Un président qui aime réellement son peuple et sa nation ne peut pas supprimer un impôt de solidarité comme l'ISF. Cet impôt était censé rapporter 5,5 milliards d'euros environ, voir même plus, par an. Sa suppression représente donc un manque à gagner considérable pour l'État ! Faites la multiplication par 9 ans, sous la Présidence d'Emmanuel Macron.

Ces recettes auraient pu permettre de : recréer des emplois dans les services publics, sauver les hôpitaux, renforcer l'école et l'Éducation nationale, soutenir la Sécurité sociale, financer l'aide sociale à l'enfance, et soutenir de nombreux autres organismes essentiels. Il s'agit là d'une injustice profonde.

Depuis 2017, ce n'est plus une impression, c'est un constat. Tout le monde a vu, tout le monde a compris. Le Président Emmanuel Macron n'a pas présidé pour le peuple, il a présidé pour une minorité privilégiée. Pendant que les Français se serrent la ceinture, les plus riches ont vu leurs impôts allégés, leurs fortunes protégées. Aujourd'hui, la France s'endette, pour ses services publics.

Ce pouvoir a choisi son camp ! Le message est clair, il a voté des textes de loi pour sécuriser les grandes fortunes, pendant que les services publics s'effondrent, que les communes suffoquent, que les familles comptent chaque euro. Même les études de l'INC le reconnaissent, le disent. Cette politique mène droit dans le mur.

Un pays ne tombe pas en faillite par hasard. Il chute quand on organise l'injustice, quand on transfère l'effort des puissants vers le peuple, quand on sacrifie l'avenir pour préserver les privilèges. Il est temps d'ouvrir les yeux. Le peuple doit se lever, non pas dans la colère ou la violence, mais dans la dignité et la responsabilité.

Dire non au système, l'oligarchie ne se fait pas dans la rue par le chaos, mais dans les urnes par le vote, les élections de 2027 doivent être le moment historique où les citoyens Français reprennent leur pouvoir et leur liberté, expriment leur désaccord, et montrent clairement que ce gouvernement n'est plus en phase avec le pays. Voter, c'est résister pacifiquement, c'est décider de notre avenir, c'est tourner une page nouvelle quand le peuple n'est plus entendu.

Avec la conviction. La France mérite mieux qu'une politique au service des plus riches !

Notre conviction, cet impôt sur la fortune devrait être rétabli, avec une progressivité réelle, un barème Progressif :

Tranche de patrimoine net	Taux applicable
Inférieur à 1 000 000 €	0,00 %
De 1 000 000 € à 1 500 000 €	0,30 %
De 1 500 000 € à 2 000 000 €	0,40 %
De 2 000 000 € à 3 000 000 €	0,50 %
De 3 000 000 € à 4 000 000 €	0,60 %
De 4 000 000 € à 5 000 000 €	0,65 %
De 6 000 000 € à 7 000 000 €	0,70 %
De 7 000 000 € à 8 000 000 €	0,75 %
De 8 000 000 € à 9 000 000 €	0,80 %
De 9 000 000 € à 10 000 000 €	0,90 %
De 10 000 000 € à 15 000 000 €	0,95 %
De 15 000 000 € à 20 000 000 €	1,00 %
De 20 000 000 € à 30 000 000 €	1,20 %
De 30 000 000 € à 40 000 000 €	1,30 %
De 40 000 000 € à 50 000 000 €	1,40 %

Tranche de patrimoine net	Taux applicable
De 50 000 000 € à 100 000 000 €	1,60 %
De 100 000 000 € à 200 000 000 €	1,80 %
De 200 000 000 € à 250 000 000 €	1,90 %
Au-delà de 250 000 000 €	3,00 %

L'ISF, tel qu'il avait été conçu sous Mitterrand, visait à faire participer les plus riches au financement des institutions françaises et à l'éducation de la jeunesse. Nous sommes dans une guerre économique... Pour les stabilités de l'économie.

Même si cela ne représenterait qu'environ 0,5 % du PIB, ou 10 % de la dette, ce ne serait pas suffisant à lui seul, mais ce serait un début juste et nécessaire. C'est une évidence que ça revienne aux citoyens français. Nous demandons simplement aux patrimoines les plus élevés de contribuer davantage à l'effort collectif, de manière progressive et juste.

IMPÔT - ÉTRANGER - SOLIDARITÉ



Nous proposons une mesure de contribution de taxation des investisseurs étranger non-résidents.

La taxe Investissement Étranger Solidarité, que nous appellerons

(I.E.S.), s'appliquerait à tous les investisseurs étrangers non-résidents fiscaux possédant des biens immobiliers en France. C'est pour l'intérêt général. Il s'appliquerait sur la valeur française, taxation à la source des flux, transparence obligatoire.

Définition

(I.E.S.) est une contribution fiscale appliquée aux investisseurs étrangers non-résidents détenant des biens immobiliers en France.

Blocage des transferts vers les paradis fiscaux et responsabilisation des dirigeants et nous pouvons enfin récupérer la richesse produite en France avant qu'elle ne disparaisse. L'argent gagné en France doit être taxé en France, avant les Caraïbes. Avant les montages, avant l'évasion. Si une entreprise gagne de l'argent en France, elle paie en France, Avant les Caraïbes, avant les montages, avant l'évasion.

Nous ne pouvons plus continuer à nous endetter pour enrichir des paradis fiscaux et permettre aux entreprises étrangères d'échapper à leur responsabilité. Toute richesse créée en France doit contribuer en France, avant toute sortie de capitaux. Ce n'est ni idéologique, ni anti-investisseurs. C'est une règle de souveraineté économique. L'argent est prélevé avant de disparaître, les emplois publics sont sécurisés. Les citoyens ne paient plus à la place du capital, les investisseurs sérieux restent, les opportunistes partent.

Investisseur étranger en France : toute entreprise qui exerce en France contribue à l'intérêt général, emplois locaux, fiscalité, investissement et transparence et responsable. Siège légal ou établissement stable en France obligatoire pour toute activité économique sur le territoire français. Les entreprises, françaises et étrangères, doivent respecter les obligations fiscales et sociales françaises.

Objectif : garantir que l'activité réelle se déroule sur le sol français et bénéficie à l'économie locale. Toute entreprise active, en France doit employer des salariés sur le territoire français, participer à la formation et au développement des compétences locales. Avantages pour l'entreprise : accès à des subventions, des crédits d'impôt et des marchés publics. Transparence et contrôle, reporting obligatoire. Déclarer les bénéfices réalisés en France et les investissements locaux.

Audits réguliers pour vérifier, les impôts payés sur le territoire français.

La création et le maintien d'emplois locaux, la répartition des bénéfices et leur réinvestissement Objectif : limiter l'évasion fiscale et les transferts artificiels de bénéfices à l'étranger. Taxation des bénéfices étrangers, taxe spécifique sur les bénéfices réalisés en France, par les entreprises étrangères.

Objectif : contribution directe à l'intérêt général (emploi, infrastructures, services publics), universelle et non discriminatoire : appliquée à toutes les entreprises étrangères actives sur le sol français. Sanctions en cas de non-paiement : amendes proportionnelles, pénalités fiscales et restriction d'accès aux marchés publics. Incitations positives crédits d'impôt et subventions pour : investissement en France, recherche et innovation.

Création et maintien d'emplois locaux et savoir-faire français. Label Investissement responsable en France pour valoriser les entreprises qui respectent ces règles.

Secteurs stratégiques : Pour les secteurs sensibles (énergie, santé, défense, technologies critiques) : conditions supplémentaires de partenariat ou de contrôle local peuvent être appliquées, tout en restant conformes au droit européen.

Sanctions, claires retrait des aides et subventions en cas de non-conformité. Amendes proportionnelles aux bénéfices réalisés. Interdiction temporaire d'accès aux marchés publics. Audits renforcés pour les entreprises présentant un risque élevé d'optimisation fiscale.

Vision générale : faire de la France un pays attractif pour l'investissement responsable et protéger, l'emploi local, les recettes fiscales du pays. L'intérêt général des citoyens français. Principe clé : égalité de traitement, universalité et transparence, aucune discrimination sur la nationalité. Investir en France, c'est contribuer à l'emploi, à l'économie et à l'intérêt général. La France fort, c'est l'investisseur fort !

GAFAM



Nous sommes d'accord que la taxe GAFAM soit appliquée avec une augmentation.

TTF



Nous souhaitons maintenir la taxe sur les transactions financières (TTF avec revalorisation du taux).

CRIP



Contribution sur le Risque d'Information Propagandiste :

Qu'est-ce que c'est ?

La CRIP est une nouvelle taxe annuelle qui s'applique aux médias et plateformes numériques à forte influence.

Elle vise à responsabiliser ceux qui diffusent des contenus à fort impact sur l'opinion publique, tout en respectant la liberté d'expression.

Principe : plus un média ou une plateforme diffuse des contenus à risque de manipulation, plus sa contribution augmente. L'indice de propagande mesure le comportement va médiatique, pas l'opinion politique.

Chaînes privées à forte audience : montant de la taxe : 2 à 3 % du chiffre d'affaires publicitaire, proportionnel au niveau d'exposition des contenus à risque.

Objectif : la CRIP encourage la transparence et la responsabilité des médias tout en protégeant le public contre la désinformation. La CRIP taxe les contenus à risque de manipulation sur les médias et plateformes numériques pour protéger l'information et les citoyens Français.

LA JUSTICE PROCÉDURE TROP LONGUE !



Propositions pour une justice plus rapide, efficace et équitable :

La justice française souffre d'un mal profond : sa lenteur excessive. Des procédures qui durent 5 à 15 et parfois plus 20 ans ne sont plus acceptables dans un État de droit moderne. Une justice trop lente devient une injustice, tant pour les citoyens que pour l'économie. Fixer des délais maximums légaux, il est indispensable d'inscrire dans la loi des délais plafonds obligatoires.

1 ans maximum pour une procédure civile, ou commerciale complète, 3 ans maximum pour les litiges simples, 10 ans strictement interdit, sauf cas exceptionnel très complexe (terrorisme, crimes majeurs).

Au-delà de ces délais : la responsabilité de l'État doit être engagée ! Une indemnisation automatique des victimes de la lenteur judiciaire doit être prévue. Une justice lente détruit des projets de vie, des entreprises, des familles.

Donner réellement des moyens à la justice : La justice manque cruellement de moyens humains, et matériels, Il faut donner des moyens aux juges, magistrats, greffiers et assistants juridiques. Améliorer les conditions de travail pour éviter l'épuisement et les erreurs... La France a moins de magistrats par habitant que beaucoup de pays européens.

Réorganiser le travail des juges et des magistrats, pour améliorer l'efficacité, spécialiser davantage les juges par type de contentieux, limiter le nombre de dossiers par magistrat, instaurer un suivi numérique obligatoire des procédures avec alertes en cas de retard, évaluer les délais de traitement sans remettre en cause l'indépendance judiciaire. Il ne s'agit pas de juger plus vite au détriment de la qualité, mais de mieux juger.

Développer les procédures alternatives rapides. Avant d'aller au tribunal, il faut favoriser le dialogue, la médiation, la conciliation, l'arbitrage encadré. Ces procédures doivent être :

gratuites ou très peu coûteuses, rapides (quelques mois), juridiquement sécurisées. Cela permet de désengorger les tribunaux et d'accélérer les dossiers lourds.

Prendre en compte l'impact économique des lenteurs judiciaires. Une procédure trop longue, bloque des investissements, empêche des locations ou ventes, aggrave l'endettement (crédits en cours), ça détruit les familles aussi, entraîne des pertes économiques graves et psychologique. Il faut reconnaître officiellement le préjudice économique lié à la lenteur de la justice.

Notre proposition :

Création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de délais judiciaires excessifs, la possibilité de gel ou rééchelonnement des crédits pendant les procédures longues. Une justice plus rapide, c'est une économie plus forte, une justice efficace : sécurise les citoyens, protège les entreprises, favorise l'investissement, réduit les injustices sociales. Une justice lente fait chuter l'économie, crée des dettes, des faillites et des drames humains évitables.

Avec notre conviction et votre détermination nous allons rendre la justice plus rapide. Ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité démocratique, sociale et économique ! Et l'intérêt général. Une justice qui met trop de temps à juger, abîme la confiance, détruit divise les citoyens, des projets et crée de nouvelles injustices. Une justice efficace, c'est une justice qui protège vraiment !

HÔPITAL



NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ EN DANGER L'HÔPITAL :

Application immédiate de la loi 2025-74

Libérer l'hôpital – Loi 2025-74 – Pour l'humanité et l'intérêt général. La loi 2025-74 a été votée.

Mais une loi votée qui n'est pas appliquée n'est pas une justice rendue. Nos médecins, nos infirmiers, nos urgentistes travaillent jour et nuit, sans relâche, pour sauver des vies.

Ils ne comptent ni leurs heures, ni leur fatigue.

Ils ont choisi ce métier par vocation, par humanité, par amour du soin.

Mais quand une famille arrive aux urgences et qu'il n'y a pas de lit, on ne peut pas attendre 2027.

Quand un parent est entre la vie et la mort, on ne peut pas attendre 2027.

Quand une personne est dans le coma, l'hôpital ne peut pas attendre 2027 pour la soigner.

L'hôpital n'est pas un commerce. L'hôpital n'est pas un marché.

L'hôpital n'est pas une entreprise comme les autres.

L'hôpital est un lieu de vie. On ne vient pas à l'hôpital pour pique-niquer.

La santé n'est pas un commerce.

La santé n'est pas un restaurant.

La santé n'est pas un lieu de loisirs.

La santé, c'est la vie, sans la santé, on ne peut rien construire.

Sans la santé, il n'y a ni économie, ni école, ni sécurité, ni avenir.

C'est pourquoi nous demandons avec la conviction de l'application immédiate de la loi 2025-74.

Non pas pour un parti, non pas pour une ambition personnelle, mais pour l'humanité, pour l'intérêt général, pour le peuple français.

Nous demandons les moyens nécessaires pour que les hôpitaux travaillent dignement.

Pour que les soignants exercent leur métier avec respect.

Pour que chaque citoyen, riche ou pauvre, puisse être soigné à temps.

Parce que la vie n'attend pas. Parce que la souffrance n'attend pas.

Parce que l'humanité ne doit pas attendre. L'hôpital n'est pas un commerce.

L'hôpital n'est pas un marché. L'hôpital n'est pas une entreprise comme les autres.
L'hôpital est un lieu de vie.

On ne vient pas à l'hôpital pour consommer.

On vient pour vivre. Pour être soigné. Pour être sauvé.

Sans l'hôpital, il n'y a pas de sécurité humaine.

Sans l'hôpital, il n'y a pas de dignité.

L'hôpital n'est pas une marchandise. La vie ne se négocie pas.

Je défends un projet pour l'hôpital fondé avant tout sur l'humain et le respect.

L'hôpital ne peut fonctionner que grâce à l'engagement de tous :

Médecin, infirmiers, aides-soignants, ASH et personnels des services, les médecins libéraux... Chacun joue un rôle essentiel et mérite considération et respect. Sans ces femmes et ces hommes, l'hôpital n'est rien ! Tous font un travail remarquable. Le respect passe aussi par les conditions de travail. Le repos des soignants doit être protégé.

Le médecin, l'infirmier, le médecin libéral en repos ne devrait pas être dérangé. Se reposer est une nécessité fondamentale pour soigner correctement et en sécurité. Pour garantir des équipes stables, les départs à la retraite doivent être remplacés. Un agent en CDD, après un an de travail, devrait pouvoir être titularisé afin de reconnaître son investissement et d'éviter la précarité.

Il est également indispensable de rouvrir des lits, de renforcer les urgences et de respecter les services essentiels, comme les services de collation, notamment en chimiothérapie. Le bien-être des patients doit redevenir une priorité absolue ! Enfin, donner aux infirmiers et aux médecins les moyens de travailler dans la sérénité, avec des effectifs suffisants. Une organisation adaptée et une reconnaissance sont les conditions indispensables pour un hôpital efficace et humain. Il faut revaloriser le travail et le dialogue.

Une injustice sociale inacceptable :

Autrefois, les Agents des Services Hospitalier (ASH) faisaient pleinement partie de l'hôpital public. Ils nettoyaient les chambres, les urgences, les couloirs ils transportaient des prélèvements, accompagnaient les patients, participaient à la vie quotidienne du service.

Les (ASH). Subissent :

Le stress des urgences, les risques sanitaires, les situations humaines éprouvantes.

Les horaires très tôt le matin ou tard le soir, mais ils n'ont plus le même salaire, ni la même protection, ni les mêmes avantages, ni les mêmes reconnaissances. C'est une rupture d'égalité.

Aujourd'hui, ces postes sont externalisés. Les personnels travaillent toujours dans les mêmes hôpitaux, dans les mêmes services, au contact des mêmes souffrances.

C'est une injustice flagrante. Une fausse économie qui coûte cher, on cherche le moins cher. Mais au final, cela coûte très cher, cela coûte cher...).

Les arrêts maladie, les dépressions, les maladies professionnelles, les invalidités...Et des retraites fragilisées. Une personne usée prématurément par des conditions difficiles sans protection adaptée devient une personne fragilisée. Et qui paie ? Le contribuable. Chercher l'économie immédiate finit par produire une dépense sociale plus lourde encore. Ce n'est pas une gestion responsable, ce n'est pas une vision à long terme.

Note objective : même travail, mêmes droits, on ne peut pas travailler à l'hôpital sans bénéficier, des conditions de l'hôpital. À travail égal, droits égaux, protection égale et dignité.

Notre engagement est clair : réintégration progressive des fonctions essentielles.

Retour vers un statut hospitalier pour les métiers indispensables au fonctionnement des services, égalité salariale : même mission, même rémunération.

Protection sociale renforcée, reconnaissance des risques professionnels.

Accès aux dispositifs hospitaliers, suivi médical adapté.

Évaluation réelle des coûts, audit transparent des externalisation :

Comparer le moins cher affiché avec le coût humain et social réel.

Stop à la précarisation du service public, un hôpital n'est pas une entreprise ordinaire, c'est un pilier de la République.

On ne peut pas bâtir un service public fort sur des travailleurs fragilisés.

Votre travail est essentiel.

Votre dignité n'est pas négociable.

Notre profonde conviction : nous affirmons que ce système doit évoluer le plus tôt possible parce qu'un pays qui use ses travailleurs finit par s'user lui-même !

PROPRIETAIRE ET LOCATAIRE



Protéger les propriétaires et rétablir l'équité locative, aujourd'hui, de nombreux propriétaires se retrouvent en grande difficulté :

Ils ont investi dans un logement, souvent à crédit, pour se constituer un avenir ou compléter leurs revenus. Pourtant, certains subissent des situations injustes : logements saccagés, loyers impayés, procédures trop longues et absence de réparation réelle. Un constat d'injustice. Quand un locataire ou des squatteurs dégradent un logement :

Le propriétaire continue de payer son crédit, il perd ses revenus locatifs, il doit financer seul les réparations, et la justice met parfois des années à trancher. Cette situation crée un profond sentiment d'abandon et décourage dans l'investissement immobilier. Responsabiliser les occupants fautifs

Toute personne qui dégrade volontairement un logement doit être tenue responsable, obligation de réparer les dégâts, saisie sur revenus ou aides si nécessaire, inscription des condamnations pour éviter la récidive.

La solidarité nationale ne peut pas servir à couvrir des actes de vandalisme. Accélérer les procédures judiciaires, les conflits locatifs doivent être traités rapidement :

Délais maximums de jugement fixés par la loi, (2 mois) ; procédures simplifiées en cas de dégradations graves, exécution immédiate des décisions de justice. Une justice lente est une injustice économique et sociale. Créer un fonds de protection des propriétaires

Un fonds national pourrait : indemniser rapidement les propriétaires victimes, être financé par une contribution équitable et des sanctions, permettre la remise en état rapide des logements.

Cela protégerait à la fois les propriétaires et le parc immobilier.

Rétablir l'équilibre entre droits et devoirs, protéger les locataires en difficulté est nécessaire, mais protéger les propriétaires honnêtes l'est tout autant.

Un logement est un bien, mais aussi le fruit d'un travail et d'un sacrifice ; il doit être respecté.

DEVENIR PROPRIÉTAIRE



Responsabilité de l'État en cas de licenciement injustifié d'un propriétaires :

En 2026, dans un contexte où le travail se raréfie, devenir propriétaire devient très difficile, Toute personne qui travaille, qui s'engage dans la vie active et qui contracte un prêt (immobilier personnel ou familiale) le fait sur la base d'une stabilité promise par l'État et par le droit du travail.

Lorsqu'un salarié est licencié sans motif valable, ou parce qu'il a dénoncé une injustice, dit la vérité ou exercé un droit fondamental, l'État doit assumer sa responsabilité. Si ce licenciement est le fait d'une institution publique ou résulte d'une décision couverte par l'État, alors les prêts en cours ne doivent pas devenir une double peine.

Dans ces cas précis, l'État doit prendre en charge tout ou partie des remboursements, le temps que la personne retrouve un emploi stable.

Travailler ne doit plus être un risque. Dire la vérité ne doit plus coûter un logement, une famille ou une vie entière. Ou être dans la rue !

Notre pays la France dispose d'un parc immobilier public de plus de 99 millions de mètres carrés (sur l'ensemble du territoire national .30 000 de terrains et 191000 d'immeuble environ, comme la Tour des gendarmes, l'ancien ministère de La Défense.

Notamment à Paris, une partie de ces biens est aujourd'hui sous-utilisée ou mal exploitée. Nous proposons de vendre de manière ciblée 25 à 30 % de ce patrimoine, afin de réinvestir intégralement les fonds dans la construction de maisons sociales, de logements accessibles et d'EHPAD modernes. A vérifier si sous le Macroniste, tout n'a pas été vendu.

Cette stratégie permet : de financer le logement social sans augmenter les impôts. Cela permettra aux Français de payer moins d'impôts et d'améliorer le pouvoir d'achat de ceux qui en souffrent, et répondre à l'urgence du mal du logement, de garantir à nos aînés des structures dignes et humaines, et de transformer un patrimoine dormant en solutions concrètes pour la population.

Notre vision est simple et efficace, juste. Le patrimoine de l'État doit servir l'intérêt général, aujourd'hui et pour les générations futures. Nos parents ont cotisé pour toute leur vie ! Donc ils méritent des maisons de retraite dignes ! C'est notre conviction !

LOCATAIRE



Tout être humain doit avoir un logement digne :

Quand on travaille, même avec peu de revenus, on ne doit pas être exclu du logement.

Quand on n'a aucun revenu, l'État doit assurer un toit.

Garantie logement assurée par la CAF c'est la solidarité, pour les travailleurs modestes pour les personnes qui ont un travail fixe, ont des revenus faibles, ne peuvent pas fournir de caution ou de garant, la CAF devient garante du logement, elle garantit le paiement du loyer au propriétaire. Le propriétaire est rassuré, le locataire peut accéder à un logement malgré ses faibles revenus.

Rétablir la confiance des propriétaires grâce à la garantie CAF :

Le propriétaire sait qu'il sera payé, il accepte plus facilement de louer, il peut négocier un loyer juste, adapté aux revenus du locataire.

Moins de logements vides, plus de logements accessibles aux travailleurs modestes. Accès au logement sans discrimination financière : un travailleur ne doit pas être refusé parce qu'il gagne peu, il n'a pas de caution familiale, il est en CDD ou en emploi précaire. La garantie CAF remplace la caution personnelle,

Logements sociaux pour les personnes sans aucun revenu, pour les personnes, sans emploi.

En situation de précarité totale ou à la rue ? C'est non !

Reconstruction massive de logements sociaux, (il manque plus de 300 000 environ en France).

Logements adaptés aux situations d'urgence et de long terme, accompagnement social obligatoire, ces personnes ne peuvent pas dépendre du marché privé.

Le logement social est une nécessité, pas un privilège...

Séparation des solutions travailleurs, modestes logements privés avec garantie CAF. (Personne ne choisit de devenir sans-abri, c'est le système qui le permet). Il est temps de garantir un toit à tous. C'est une évidence, c'est pour l'humanité.

COMMUNES MAIRIE



Les communes sont le cœur vivant de la République :

Elles assurent l'école, la voirie, la solidarité, la culture, la sécurité du quotidien. Pourtant, depuis plusieurs années, les mairies sont mises en difficulté, privées de ressources stables, contraintes d'augmenter des taxes injustes pour simplement survivre.

Notre conviction est simple :

Redonner la taxe d'habitation aux communes, ce n'est pas créer un impôt de plus, c'est instaurer un impôt juste, au service du bien commun.

Des communes fortes font un État fort. Sans communes vivantes, il n'y a plus de République.

Une commune qui n'a plus de ressources propres est une commune qui s'éteint.

Et une commune morte, c'est un État mort. L'argent public doit revenir là où il est utile : dans les communes, pour le service des habitants.

Avant, les communes vivaient de leurs propres ressources, aujourd'hui, elles survivent sous perfusion. L'État ne peut plus reprendre ces fonds, sauf situation exceptionnelle votée par le Parlement. Les mairies décident librement de l'affectation de ces budgets selon les besoins locaux.

Redonner une fiscalité locale juste et autonome, c'est renforcer les communes, soulager l'État et garantir des services publics de proximité. Quand une commune est forte, la République est solide. Quand une mairie fonctionne, elle est plus proche et plus humaine.

PRODUITS DE LUXE



TVA portée à 30 % sur tous les produits non essentiels, notamment :

Produits de luxe (à partir de 1 000 €)

Voitures haut de gamme / de luxe

Biens de consommation ostentatoires

Produits de confort non nécessaires

L'ÉDUCATION NATIONALE



Nos professeurs et nos personnels éducatifs accomplissent un travail remarquable, souvent dans des conditions délicates et difficiles, avec un manque de moyens et un épuisement croissant :

Cette fatigue peut parfois conduire à des paroles ou des comportements indignes, que nous ne pouvons accepter. Mais ils ne doivent pas se laisser emporter par le découragement, car perdre le sens de leur mission, c'est affaiblir l'avenir de nos enfants. Sans eux, il n'y aurait ni médecins, ni pilotes, ni ingénieurs, ni citoyens éclairés.

Leur travail est extraordinaire, et ils méritent respect, soutien et reconnaissance. Il est essentiel de rappeler qu'ils font pleinement partie de la famille et de l'éducation de nos enfants. Être professeur, ce n'est pas seulement enseigner un programme, c'est accompagner des enfants dans des périodes parfois difficiles, les aider à se construire, à surmonter leurs doutes, à trouver leur place, c'est semer des graines qui mettront parfois des années à éclore, mais qui façonneront l'avenir de notre société. Nous devons agir dès les premières difficultés de l'enfant.

Toute difficulté scolaire, même légère, doit être repérée et prise en charge immédiatement. Des mesures concrètes avec la conviction :

Formations continues axées sur la gestion des classes avec la bienveillance, la compréhension des troubles de l'apprentissage, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent.

Temps de parole et d'échange entre enseignants, sans jugement.

Valorisation réelle du métier : reconnaissance institutionnelle, respect, soutien....

Évaluations de repérage régulières (sans stigmatisation).

Mise en place rapide de soutien personnalisé (petits groupes, tutorat, accompagnement individualisé).

Coopération renforcée entre professeurs, parents, psychologues scolaires et personnels éducatifs.

Objectif : nous ne pouvons pas abandonner nos enfants, ni les laisser s'enfoncer dans l'échec.

Je suis convaincue qu'en rétablissant un dialogue franc et l'écoute sincère et motivée entre les professeurs, les élèves, les parents et le ministère de l'Éducation nationale, nous redonnerons confiance à l'Education Nationale et l'école, bâtirons son avenir sur le long terme. (C'est notre conviction).

Notre devoir est de les encourager, de les guider dans leurs choix et de leur redonner confiance pour qu'ils trouvent leur voie et réussissent. Notre devoir est aussi de redonner confiance et dignité aux enseignants...

Un enseignant démotivé est souvent un enseignant épuisé, isolé ou non accompagné, L'école doit s'adapter à l'enfant, et non l'inverse.

Faire de l'école un lieu d'épanouissement

L'école ne doit jamais être un lieu de peur, de souffrance ou d'humiliation...

L'Éducation nationale garantit que nul enfant en difficulté ne sera orienté vers la voie professionnelle contre sa volonté : la voie générale est un droit, et les commissions d'appel, sources de souffrance et de découragement, seront à supprimer.

Parce que l'école est l'identité de la France, n'est ni un lieu de vente de marchandises ni un espace de mépris, la République doit éduquer, protéger et émanciper.

La voie générale offre plus de chances, plus d'ouvertures, plus de liberté.

Notre devoir est d'aider, de motiver et d'accompagner chaque élève, non de le contraindre.

Forcer un enfant à aller à l'encontre de son destin n'est ni fondé, ni acceptable. L'école doit donner des possibilités, pas enlever. Personne n'a le droit de décider à la place d'un enfant de son avenir. C'est une évidence.

L'école n'est pas un marché et elle n'est pas un lieu de mépris. L'école est le cœur de la République. Chaque enfant, surtout lorsqu'il est en difficulté, doit être aidé, soutenu et encouragé, motivé, jamais écarté. Il est injuste et dangereux de forcer un élève vers la voie professionnelle contre sa volonté, alors que tant d'entreprises ferment et que les parcours sont incertains. La voie générale donne plus de possibilités.

Notre objectif : Instaurer une relation de confiance et de complicité éducative entre élèves et enseignants, promouvoir une pédagogie basée sur l'encouragement, le respect la coopération.

Développer des projets culturels, quand une jeunesse ne connaît plus l'histoire réelle de la France, elle ne peut ni s'y reconnaître ni s'y projeter, les arts, l'esthétique et le sport sont des clés et des outils pour recréer l'appartenance et le sens pour les générations futures ! C'est l'histoire de la France.

Il faut transmettre la culture, transmettre l'identité. Sans transmission, il n'y a ni fierté ni avenir commun pour la République.

Lutter fermement contre toute forme de violence, de mépris ou de découragement. Tout est possible avec la volonté de chacun et chacune.

Respecter le rythme de développement des enfants, les adolescents traversent des périodes de croissance difficiles.

Pour soulager les professeurs, je propose un accompagnement spécifique pour les enfants en grande difficulté. Ces élèves pourraient bénéficier de 2 heures de cours par semaine, en dehors de la classe, afin de permettre aux enseignants de travailler dans de meilleures conditions. (payées par l'État),

Il faut supprimer le brevet des collèges et mettre un dispositif plus léger et efficace.

Coopérations écoles et Mairies :

Les mairies pourraient devenir des lieux de soutien scolaire pour les enfants en difficulté, en solidarité pour sa commune.

Moins de pression pendant les périodes de fragilité.

Meilleure maturité pour réussir les examens.

Un élève soutenu, un professeur heureux !

Un professeur soutenu est un professeur engagé !

Nous devons protéger les enfants et les enseignants, ils font partie de l'éducation de nos enfants. On doit leur donner les moyens et les soutenir pour leur permettre s'épanouir dans leur métier d'enseignant. C'est l'identité et la valeur de la nation.

Un enseignant qui perd sa motivation n'est pas un mauvais enseignant : c'est souvent un professeur épuisé, isolé, insuffisamment accompagné ou lui-même confronté à la pression, au harcèlement ou à l'humiliation. Sans soutien, cette détresse peut se traduire par ne relation éducative dégradée...

Avec la conviction nous allons vers la réussite.

LES ENFANTS PLACÉS ET RETIRÉS DE FORCE ! L'ASE



Protéger les enfants, les oubliés de la République :

Notre engagement, et nos convictions.

La France ne peut plus détourner le regard, ni le dos!

Des milliers d'enfants vivent aujourd'hui dans l'abandon social, les ruptures familiales violentes, l'injustice silencieuse des conflits d'adultes.

Notre responsabilité est claire :

Aucun enfant ne doit être invisible pour la République !

L'intérêt supérieur de l'enfant, principe non négociable c'est une évidence. Inscription renforcée dans la loi du principe selon lequel l'intérêt de l'enfant prime sur tout conflit parental, idéologique ou administratif.

Procédures accélérées lorsque l'enfant est en danger affectif, psychologique ou social.

Mettre fin aux ruptures parentales abusives et aux enlèvements d'enfants.

Application immédiate et contrôlée des décisions de justice concernant les enfants. Sanctions effectives contre toute entrave volontaire au lien parent-enfant.

Lutte renforcée contre les enlèvements parentaux, y compris internes au territoire.

Médiation familiale obligatoire, encadrée et évaluée, centrée exclusivement sur l'enfant.

Suivi psychologique systématique de l'enfant dans les séparations conflictuelles. Créer un statut d'enfant en situation de rupture grave.

Ce statut ouvrira droit à un référent unique responsable du parcours de l'enfant, un accès prioritaire aux soins psychologiques, un accompagnement éducatif et social renforcé, un suivi stable dans la durée.

Refonder la protection de l'enfance.

Renforcement massif des moyens humains de l'Aide sociale à l'enfance.

Fin des parcours chaotiques : un enfant, un adulte responsable, un suivi continu.

Contrôle indépendant et régulier des dispositifs de protection de l'enfance.

Obligation de résultats, pas seulement de moyens, mais aussi de soutien moral.

Donner une vraie voix aux enfants.

Création de défenseurs indépendants de l'enfant dans chaque département.

Droit effectif pour l'enfant d'être entendu dans un cadre sécurisé, neutre et sincère.

Formation obligatoire des magistrats, enseignants, personnels de santé et travailleurs sociaux à l'écoute de l'enfant et aux violences psychologiques.

Prévenir dès le plus jeune âge.

Détection précoce des situations à risque dès la petite enfance et à l'école. Soutien aux familles en difficulté avant la rupture.

Coordination renforcée entre école, santé, justice et services sociaux.

Ne plus abandonner les jeunes à 18 ans.

Accompagnement automatique des jeunes sortant de l'ASE jusqu'à l'autonomie totale : Logement garanti, formation, emploi, accompagnement psychologique.

Zéro sortie sans solution.

Transparence et responsabilité de l'État !

Rapport annuel public sur la situation des enfants oubliés de la nation. Indicateurs nationaux clairs et suivis.

Responsabilité de l'État engagée en cas de défaillance grave... C'est une évidence.

Une République digne de ce nom protège ses enfants avant tout.

Protéger les enfants oubliés, c'est reconstruire la justice, la cohésion et l'avenir. Un enfant oublié aujourd'hui devient souvent un adulte brisé demain.

Protéger les enfants, c'est protéger l'avenir de la nation.

AGRICULTURE



Nous avons de l'espoir pour le monde agricole :

Le monde agricole traverse une crise profonde : revenus insuffisants, dettes, isolement, surcharge administrative, perte de reconnaissance... Beaucoup d'agriculteurs sont à bout, vraiment à bout, certains ont perdu l'espoir ! Mais une vérité qui demeure ! Il y a une chose que je veux vous dire : Quand une porte se ferme, ce n'est pas une, mais des milliers de nouvelles portes qui s'ouvrent.

Ne baissez jamais les bras. Croyez en vous, car c'est grâce à vous que nous mangeons, que nous vivons.

Nous refusons de nous nourrir de produits remplis de substances chimiques, alors que nous avons en France un savoir-faire agricole exceptionnel, non contestable.... La France est un grand pays d'agriculture, un pays de qualité, de respect de la terre et de produits sains. Nous devons nous concentrer sur une production responsable, saine, bonne pour notre santé et pour nos enfants.

L'État n'a pas le droit de nous mépriser en nous imposant des produits chimiques, alors que nos agriculteurs possèdent un savoir-faire français reconnu et précieux.

Votre travail mérite respect, soutien et reconnaissance. Pas votre mépris ! Le monde agricole mérite mieux, c'est lui qui nous nourrit, il mérite l'espoir, et le respect. Sans vous les agriculteurs, il n'y a pas de pays, pas de nourriture, pas d'avenir.

Juste rémunération pour le fruit de leur travail, garantie de prix planchers couvrant les coûts réels de production, interdiction effective de l'achat à perte déguisée. Responsabilisation des industriels et de la grande distribution, transparence obligatoire sur les marges, reconnaissance nationale. Inscrire officiellement l'agriculture comme secteur stratégique vital...

Campagnes nationales de valorisation du métier d'agriculteur, réintégrer la fierté agricole dans l'identité française. Respect du rythme et de la réalité du terrain Innovation et souveraineté alimentaire, investissement dans la recherche agricole, développement des circuits courts.

Priorité à la production française dans la restauration collective. Quand les pays étrangers posséderont toute la distribution française dans tous les domaines et qu'il y aura des tensions on comprendra l'impact et la perte totale de marge de manoeuvre que ça implique.

Allègement administratif immédiat, réduction drastique des normes inutiles, un guichet unique agricole simple et humain. Fin des contrôles abusifs, des sanctions injustes. Accompagnement, pas répression. Priorité à l'aide et au conseil avant la sanction. Il faut se protéger face à la concurrence déloyale : priorité aux produits français dans les cantines, hôpitaux, administrations.

Aides réservées aux exploitations qui produisent local, respectent des pratiques durables, et suppression de certaines taxes très lourdes pour nos agriculteurs.

Vous n'êtes pas seuls.

Vous n'êtes pas inutiles.

Vous êtes indispensables.

Se battre, oui, mais avec intelligence avec détermination et sans violence... C'est là que nous allons gagner.

Avec la conviction ! Je suis convaincue que vous allez sourire....

LA SÉCURITÉ



Sécurité, Police nationale et Gendarmerie : une autorité juste et humaine.

Notre projet repose sur une conviction forte, la sécurité ne peut exister sans confiance, et la confiance ne peut naître sans dialogue.

La police nationale, la gendarmerie et l'ensemble des forces de l'État jouent un rôle fondamental dans la protection des citoyens Français.

Elles veillent jour et nuit pour garantir notre sécurité à tous :

Leur engagement mérite le respect, la reconnaissance et un soutien Total !

Nous défendons une force publique forte, respectée et soutenue par l'État, mais aussi pleinement à l'écoute du peuple.

Le dialogue doit être la règle, l'intervention coercitive l'exception, sauf face à des situations très dangereuses, graves et immédiates. Renforcer le dialogue entre forces de l'ordre et les citoyens, en particulier avec les jeunes des quartiers défavorisés, privilégier la prévention, l'échange et la médiation avant la répression pour les délits mineurs, limiter les courses-poursuites et les interventions à risque...Lorsque des solutions alternatives existent. Instaurer une police de proximité, présente, humaine et respectée.

Nous affirmons également que protéger le peuple, c'est aussi protéger ceux qui le protègent. Les forces de l'ordre doivent bénéficier d'un accompagnement renforcé, de soutien psychologique, de moyens adaptés et d'une reconnaissance réelle de leur mission.

Notre ambition est claire : bâtir une sécurité républicaine fondée sur le respect mutuel, la responsabilité et la confiance. Une police au service de l'État, et un État au service du peuple.

Vous êtes des héros de la Nation, et nous avons le devoir de vous donner les moyens nécessaires et d'être pleinement à votre écoute !

Soutien à l'armée française...

Une armée qui aime son peuple ne déclare pas la guerre, mais se tient prête à le protéger avec fermeté, dignité et discipline. La guerre détruit les nations et le peuple ; notre armée française est là pour défendre la nation, pas pour l'agresser. Elle agit avec silence, avec conviction, et non avec bruit ou provocation.

J'ai eu l'occasion de voir cela moi-même à Tours, lorsque j'ai rencontré nos gendarmes attendant un détenu. Ils laissent leurs familles derrière eux, affrontent le froid, la pluie et la neige, et veillent à la sécurité de tous dans des conditions exigeantes.

Je les ai encouragés : Il faut qu'on vous écoute, il faut qu'on vous donne les moyens et les matériels pour accomplir votre mission.

Leur réaction m'a touchée : ils répondaient avec sérieux mais aussi avec chaleur et un brin d'humour, reconnaissant l'importance de ces encouragements.

Leur engagement mérite non seulement notre reconnaissance, mais aussi le respect et la valorisation de leurs familles, qui partagent ces sacrifices silencieux. Notre programme de soutien repose sur trois engagements :

Donner à nos forces les moyens matériels et humains pour agir efficacement, avec sécurité et professionnalisme.

Soutenir leur discipline et leur conviction morale, pour qu'elles n'agissent que pour protéger et défendre, jamais par haine ou pour la violence gratuite

Écouter et valoriser nos forces et leurs familles, parce qu'une armée qui se sent comprise, reconnue et soutenue est une armée qui se donne entièrement pour la nation.

Une armée forte, c'est l'âme de la République, elle protège son peuple, agit avec responsabilité, garde sa dignité intacte et inspire confiance. C'est l'armée que nous devons encourager, soutenir et valoriser chaque jour, pour la nation et pour chaque citoyen. Vive notre armée nationale, vive la république.

LES POMPIERS (LES HÉROS DE LA RÉPUBLIQUE)



Hommage à nos héros du quotidien :

Les pompiers sont l’emblème vivant du courage et du dévouement.

Quand il y a le feu, ils entrent.

Quand l’eau envahit tout, ils avancent.

Quand la neige bloque les routes, ils interviennent.

Quand le vent souffle et que la pluie tombe, ils sauvent.

Les enfants rêvent d’être pompiers. Ils jouent avec leurs camions rouges, ils imitent la sirène. Pourquoi ? parce que dès le plus jeune âge, ils comprennent que sauver une vie est la plus noble des missions.

Être pompier, ce n’est pas un métier comme les autres.

C’est un engagement, c’est un sacrifice, c’est une mission pour la Nation. Notre conviction, garantir, des équipements modernes et sécurisés !

On ne peut pas aller à la pêche sans filet, on ne peut pas envoyer un pompier au feu sans protection optimale.

Nous proposons :

Renouvellement obligatoire et régulier des équipements de protection individuelle (EPI).

Investissement massif dans des camions et matériels modernes.

Mise à disposition de technologies innovantes (drones, caméras thermiques, outils numériques).

Contrôle annuel obligatoire de l’état du matériel.

Aucun pompier ne doit perdre la vie faute d’équipement.

Améliorer les conditions de travail, revalorisation salariale.

Meilleure reconnaissance des heures supplémentaires.

Renforcement des effectifs pour éviter l’épuisement.

Soutien psychologique systématique après interventions traumatisantes. Un pompier protégé est un pompier plus efficace.

Soutien aux familles de pompiers :

Protection renforcée pour les familles en cas de décès ou blessure grave.

Accompagnement administratif et financier immédiat.

Bourses pour les enfants de pompiers décédés en service.

La Nation doit protéger ceux qui protègent.

Sensibilisation dès l'école, interventions régulières de pompiers dans les établissements scolaires.

Valorisation des vocations :

Création ou renforcement des sections de jeunes sapeurs-pompiers.

Parce que nos enfants d'aujourd'hui sont les héros de demain.

Dialogue d'abord, avec les personnes qui agressent les pompiers.

Sanctions pénales aggravées contre toute agression de pompier.

Protection juridique renforcée...

Campagnes nationales de respect envers les forces de secours. On ne touche pas à ceux qui sauvent :

Pompiers de France, votre courage n'a pas de prix.

Donner votre vie pour sauver une vie est l'acte le plus noble, et pour l'humanité.

Vous êtes des héros de la France.

Vous êtes l'honneur de la République.

Vous êtes la fierté de la Nation.

Et nous nous engageons à vous donner les moyens nécessaires pour intervenir dignement, sans crainte, avec tout le matériel indispensable. Vive les pompiers et vive la république :

(Il y a plusieurs années, je suis tombée dans le coma chez moi.

Mon dernier geste avant de perdre connaissance a été d'envoyer un message :

Appelle les pompiers.

Je ne les connaissais pas.

Ils ne me connaissaient pas. Mais ils sont venus.

Ils ont agi.

Ils ont sauvé ma vie.

Je n'ai jamais oublié.

Je n'oublierai jamais ces gestes nobles, faits pour l'humanité.

Je leur dois ma vie.

Et je leur serai reconnaissante pour toujours.)

LA JEUNESSE



La jeunesse – la France, c’est vous :

La France vous appartient, vous n’êtes pas l’avenir plus tard. Vous êtes le présent, sans vous, rien ne fonctionne.

Sans votre travail, vos idées, votre énergie et votre engagement, la France s’arrête. Il est temps de vous parler vrai !

Plus de blabla.

Pas de mépris.

Pas d’hypocrisie.

Vous avez le droit de dire stop à l’injustice.

Vous avez le droit de dire stop à la corruption.

Vous avez le droit de dire stop à un système qui vous bloque.

Vous avez le droit de refuser l’injustice, la corruption et le mépris.

Et vous avez le droit de le faire sans violence, avec intelligence, dignité et avec conviction.

La vraie force n’est pas la casse.

La vraie force, c’est la lucidité.

C’est l’unité.

C’est l’engagement collectif pour faire bouger les choses. Votre voix compte.

Votre avenir mérite mieux.

Votre engagement peut changer la France. (Je fais appel à toute la jeunesse qui veut compter, avoir de l’impact, prendre sa place et faire bouger les choses).

Nous croyons en votre capacité à construire une France juste, honnête et respectueuse. Une France qui donne des opportunités réelles.

Une France qui écoute sa jeunesse au lieu de la mépriser.

Votre voix compte.

Votre engagement est utile.

Votre avenir mérite mieux.

La France ne se fera pas sans vous, elle se fera avec vous.

Je lance un appel sincère et clair,

Je cherche des jeunes animés par la même conviction pour la France, prêts à s’engager avec

dignité, sans violence, pour défendre l'intérêt général, dire non à l'injustice, et oui à une France juste, honnête et respectueuse de sa jeunesse.

Il ne s'agit pas de colère, mais de la conviction.

Pas de haine, mais de la responsabilité.

Pas de promesses creuses, mais réelles.

Si vous croyez en la France, si vous croyez en votre avenir, si vous refusez le mépris et la corruption, Alors votre place est ici, avec la conviction.

La France a besoin de vous.

Et ensemble, nous gagnerons.

Aujourd'hui, une grande partie de nos médicaments de première nécessité est fabriquée à l'étranger. Même des médicaments aussi courants que le Doliprane, consommés à des milliards de boîtes par an, échappent en partie au contrôle national.

Nous refusons que la santé des Français dépende de monopoles étrangers. Nous voulons reprendre la maîtrise de notre production pharmaceutique.

Notre priorité sera d'investir massivement dans la science et la recherche fondamentale, en concentrant l'effort sur les jeunes et sur les besoins réels des populations : se nourrir sainement, se loger, se soigner, vivre dignement dans un monde qui change. L'intelligence artificielle est un outil, mais elle ne doit jamais remplacer l'humain, ni nous faire oublier l'essentiel, on ne mange pas des robots, on ne mange pas numérique.

Nous choisirons d'investir dans les sciences, la recherche, l'ingénierie, l'agronomie, l'artisanat, et les innovations, dans tous les savoir-faire qui nourrissent, protègent et font vivre la Nation.

Notre objectif : financer la recherche qui répond à soutenir les talents hors numérique pur.

Secteurs ciblés : artisanat de luxe, textile et mode responsable, métiers d'art, innovation industrielle locale : financements spécifiques, transmission des savoir-faire, export du fait en France, reconnaissance scientifique des métiers manuels.

Domaines prioritaires : alimentation saine et peu chère, prévention des maladies liées à l'alimentation, adaptation au changement climatique, gestion de l'eau, des sols, de l'air, financement public massif de laboratoires indépendants, bourses de recherche pour les jeunes scientifiques. Obligation de résultats utiles à la population. Nourrir mieux, moins cher, durablement.

Actions : centres de recherche en agro-écologie, développement de semences résistantes au

climat, réduction des intrants chimiques, lien direct entre chercheurs, agriculteurs et consommateurs. Anticiper les crises réelles (climat, ressources, démographie). Modéliser sans déshumaniser, replacer l'humain et la science au centre.

Principe fort : la technologie doit servir la vie, pas l'inverse. Ce n'est pas notre valeur républicaine. Soutenir les talents hors numérique pur. Secteurs ciblés :

artisanat de luxe, textile et mode responsable, métiers d'art, 100 % fabrication français, innovation industrielle locale.

Mesures : financements spécifiques, transmission des savoir-faire Français, export du fait en France, reconnaissance scientifique, des métiers manuels.

Voilà l'avenir de la France...

Objectifs : relocaliser la production créer des emplois qualifiés, soutenir la recherche, médicale sécuriser l'approvisionnement.

Actions : création de pôles pharmaceutiques régionaux, production publique, ou semi publique. Soutien massif à la recherche fondamentale médicale (intégration des jeunes médecins dans les projets de recherche). La santé n'est pas une marchandise comme les autres.

Nous ne pouvons plus dépendre de l'étranger pour nous soigner. Produire nos médicaments en France, c'est protéger nos vies, nos emplois et notre avenir. Ou encore, la France doit pouvoir nourrir, soigner et protéger sa population par elle-même. C'est une question de dignité nationale.

RETRAITÉS, RESPECT ET DIGNITÉ



Les personnes retraitées sont le poumon de la République, ils représentaient 20% de la population : en 2023. (plus de 17 millions). Ils participent activement à l'économie du pays, ils ont travaillé toute leur vie. Ils ont cotisé pour construire le pays, transmettre leur savoir. Aujourd'hui, ils consomment, localement, font les courses du quotidien, vont chez les commerçants, se déplacent, voyagent, prennent soin de leur santé.

Aujourd'hui ils sont devenus la cible de la République. C'est vraiment injuste, laissez-les vivre en paix. Ils soutiennent leurs familles et leurs petits-enfants. Les retraités font tourner la vie quotidienne du pays. Ils ne sont pas un coût. Ils sont une richesse commune dans toutes les professions.

Nous proposons que les personnes puissent partir à la retraite à 60 ans quelle que soit l'année de début de carrière quelle que soit la durée de cotisation en laissant un savoir.

Il faut sécuriser les services publics, créer de l'emploi, préparer l'avenir et valoriser ceux qui ont donné une vie entière à leur métier, un emploi et un avenir, c'est encore mieux. Ceux qui le souhaitent peuvent continuer à travailler.

L'objectif : c'est de mettre fin au travail subi et réduire la souffrance et les conflits au travail, instaurer la dignité et la liberté individuelle. La pension est calculée en fonction de ce qui a été réellement cotisé. Nous refusons les années blanches, nous voulons la protection des petites et moyennes retraites avec un minimum garanti et digne, aucune pension en dessous du seuil de pauvreté !

Revalorisation réelle des pensions avec indexation sur l'inflation. Nous souhaitons alléger les taxes pour les retraités modestes, renforcer les aides à l'énergie, au logement, à la rénovation thermique. Nous voulons faciliter l'accès aux soins, réduire le reste à charge, un meilleur remboursement pour les soins dentaires, les lunettes, les audioprothèses, et les visites chez les médecins et spécialistes, pas de dépassement d'honoraires.

Nous voulons rendre obligatoire la prévention avant maladie pour éviter les maladies lourdes, c'est notre conviction. Le gouvernement actuel doit respecter les retraités, particulièrement les députés et les sénateurs, ils ne pensent qu'à leurs intérêts.

Les retraités ont travaillé toute leur vie pour cotiser, aujourd'hui encore, ce sont eux qui font vivre l'économie au quotidien. Aujourd'hui ce sont les cibles de l'État (sans eux, l'économie locale s'arrête). Nous avons le devoir de les protéger, de les alléger de certaines charges et de leur rendre la liberté qu'ils ont gagnée par une vie de travail. Vivre dignement !

Pendant que nous actifs, travaillons sans relâche, ce sont les retraités qui font les courses, soutiennent les commerces. Nous proposons une augmentation du minimum retraite de 150 à 200 euros par mois, en priorité pour les retraités sans autres revenus et aux carrières incomplètes.

Un retraité ne doit jamais vivre dans la précarité après avoir travaillé toute sa vie. Garantir une retraite digne, c'est une question de justice sociale et de bon sens, économique républicain.

ASSURANCE, MUTUELLES, BANQUES



Rétablir la justice et protéger les plus fragiles :

Aujourd'hui, nous allons parler d'un sujet qui touche toutes les familles, tous les travailleurs, tous les retraités : le coût des assurances et des mutuelles santé.

Une injustice silencieuse chaque année, les Français reçoivent la même mauvaise nouvelle : les mutuelles augmentent, les assurances augmentent ainsi que les frais bancaires et pourtant les salaires n'augmentent pas au même rythme, les petites retraites stagnent, les revenus modestes sont déjà sous pression.

Résultat : on demande toujours plus à ceux qui ont toujours moins. Une liberté sans contrôle. Aujourd'hui, les mutuelles et les assurances ont le droit d'augmenter leurs cotisations quasiment sans contrôle préalable. Elles invoquent : l'augmentation des coûts, les dépenses de santé, la complexité du système. Mais qui protège le citoyen ?

Qui vérifie si ces hausses sont justes, nécessaires, proportionnées ?

Une réalité inquiétante, de plus en plus de Français renoncent à une mutuelle, retardent des soins, ou se retrouvent sans couverture santé. Ce n'est pas acceptable en 2026 ! La santé ne peut pas devenir un luxe réservé à ceux qui en ont les moyens.

Notre proposition : encadrer pour protéger.

Notre conviction est simple et forte. Toute augmentation de cotisation d'assurance ou de mutuelle doit être encadrée par l'État.

Un rôle clair pour le gouvernement concrètement, nous proposons que :

toute mutuelle, assurance, banque souhaitant augmenter ses tarifs présente un rapport détaillé et transparent au gouvernement : justification économique, évolution réelle des coûts, impact sur les assurés.

Le gouvernement, en toute indépendance, fixera alors un prix juste, équilibré entre la viabilité des organismes et le pouvoir d'achat du peuple. L'équilibre plutôt que l'abus.

Il ne s'agit pas de fragiliser les mutuelles.

Il s'agit de mettre fin aux abus. Oui à des assurances solides, et des mutuelles responsables, non aux augmentations automatiques et déconnectées de la réalité sociale.

Justice sociale et bienveillance. Quand les salaires n'augmentent pas, quand les pensions n'augmentent pas, il est injuste de laisser les cotisations exploser. Notre idéologie repose sur une idée simple la protection doit protéger, pas appauvrir. La santé est un droit, pas un privilège

Une société digne est une société où chacun peut se soigner, chacun peut être assuré, chacun est respecté. Encadrer les assurances, ce n'est pas brider l'économie, c'est protéger les plus fragiles. Voilà notre engagement et notre responsabilité. Notre vision pour une France juste, humaine et forte.

D'AVENIR FRANCE–AFRIQUE



Pacte de confiance, de respect et de prospérité partagée.

Clarification politique et réinitialisation des relations. Objectif : apaiser les tensions et repartir sur des bases saines.

Reconnaître officiellement que les tensions actuelles ne sont pas un rejet de la France, mais un rejet d'une méthode diplomatique arrogante et instable. Changer le ton, le comportement et la pratique diplomatique française.

Je suis convaincue, que, l'alliance France–Afrique renouera un partenariat sincère historique.

Mettre fin à la personnalisation excessive de la relation France–Afrique. La relation doit devenir institutionnelle et respectueuse des egos politiques.

Nouvelle doctrine diplomatique (France–Afrique).

Objectif : passer de l'influence à la coopération, abandon définitif de toute logique néocoloniale, respect strict de la souveraineté des États africains.

Coopérations construites à la demande, non imposées.

Dialogue permanent avec les gouvernements et les sociétés civiles africaines.

La France n'impose plus, elle propose.

Partenariats économiques équitables et transparents.

Objectif : créer de la richesse des deux côtés, révision des accords économiques existants, contrats basés sur : la transparence, le juste prix, la transformation locale et le développement d'industries africaines avec participation française.

Création d'emplois locaux et transfert de compétences.

Fin de l'exportation brute des richesses sans bénéfice local.

Développement stratégique de la jeunesse africaine (Objectif). Investir dans l'avenir plutôt que gérer les crises, programmes communs France.

Afrique pour : l'éducation, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, soutien aux jeunes entrepreneurs africains, partenariats universitaires équilibré, échanges de compétences sans pillage des talents. Une jeunesse forte égale une relation durable. Agriculture, souveraineté alimentaire et développement rural.

Objectif : assurer la stabilité et l'autonomie, soutien à l'agriculture locale africaine.

Coopération technique et technologique. Priorité à l'autosuffisance alimentaire.

Commerce agricole équitable entre l'Afrique et la France. On ne peut pas parler de partenariat si un peuple ne peut pas se nourrir.

Ressources naturelles : exploitation juste et responsable.

Objectif : passer de l'exploitation au partenariat. Accords clairs sur l'extraction la transformation, la redistribution des revenus.

Participation des États africains dans les projets, respect environnemental et social, fin des accords déséquilibrés. Les richesses africaines doivent d'abord profiter aux Africains.

Sécurité et stabilité : coopération et non-ingérence.

Objectif : construire la paix durable. Coopération sécuritaire uniquement à la demande des États africains, formation et accompagnement des forces locales.

Fin des interventions ambiguës, soutien au développement comme pilier de la sécurité, la paix ne se décrète pas, elle se construit. Politique migratoire commune et responsable.

Objectif : réduire les migrations forcées, lutter contre les causes profondes des migrations. Accords de mobilité légale et encadrée, protection des droits humains.

Responsabilité partagée entre la France et l'Afrique. Moins de désespoir là-bas, moins de drames ici. Gouvernance, transparence et respect mutuel. Notre devoir, instaurer une confiance durable.

Mécanismes de suivi des accords transparence financière totale. Participation des parlements et sociétés civiles, évaluation régulière des partenariats. La confiance se contrôle, elle ne se décrète pas. Vision commune pour l'avenir, France-Afrique.

Objectif : Bâtir une alliance sincère avec L'Afrique qui est un partenaire stratégique majeur de la France.

L'avenir de l'Europe est lié à celui de l'Afrique. Relation fondée sur le respect, la sincérité, l'équité sur le long terme.

L'Afrique ne souhaite ni être méprisée, ni dominée, ni recevoir de leçons. Elle revendique le respect et refuse l'humiliation et l'arrogance. Elle demande une chose essentielle : que soient reconnus ses valeurs, ses cultures et sa dignité.

Comprendre l'Afrique, c'est d'abord la respecter.

Respecter l'Afrique, c'est la considérer comme un partenaire égal.

Nous croyons à une politique de respect, sans mépris, sans arrogance, sans humiliation. Une politique humaine, juste et sincère, au service des peuples et de leurs valeurs. Une France juste et sincère une chance pour l'Afrique.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS FACE AUX MALFAÇONS ET AUX ARTISANS MALHONNÊTE



Aujourd'hui en France, des milliers de familles comme Madame et Monsieur, contractent un crédit, signent un devis légalement accepté, versent un ou plusieurs acomptes, voient les travaux commencer, puis voient l'artisan disparaître.

Résultat : chantier abandonné, logement inhabitable ou inutilisable, projets de location annulés, double peine : payer le crédit, plus payer des procédures. Justice lente, coûteuse, parfois inefficace, familles brisées moralement, financièrement, psychologiquement. Ce système protège trop souvent les artisans malhonnêtes et abandonne les citoyens.

L'objectif c'est de voter une loi pour empêcher les abandons de chantier, responsabiliser réellement les artisans, protéger immédiatement les familles endettées, raccourcir et simplifier la justice, sanctionner sévèrement les fraudeurs, rétablir la confiance dans le bâtiment, sécuriser les paiements : fin des acomptes sans garantie.

Compte séquestre obligatoire : tous les acomptes et paiements passent par un compte bloqué. L'argent est débloqué uniquement après validation des étapes de travaux. Plus de paiement intégral tant que le chantier n'est pas terminé. Un artisan ne peut plus encaisser et disparaître.

Assurance obligatoire renforcée pour les artisans, assurance abandon de chantier. Nouvelle assurance obligatoire pour tous les artisans du bâtiment. En cas d'abandon : l'assurance finance la reprise des travaux, indemnise les propriétaires pour les pertes (loyers non perçus). Comme pour une voiture : pas d'assurance, pas de droit d'exercer. Justice rapide et spécialisée.

Tribunal express des malfaçons, création de juridictions spécialisées bâtiment. Délais maximums : 1 mois pour une décision, 3 mois pour l'exécution

Fini les procédures de 7 à 10 ans qui détruisent des vies de famille.

Sanctions lourdes contre les artisans malhonnête, sanctions progressives mais fermes.

Abandon de chantier avéré : interdiction d'exercer temporaire ou définitive, inscription sur un registre national des artisans sanctionnés, amendes proportionnelles aux préjudices causés, remboursement intégral des acomptes. La fraude doit coûter plus cher que l'honnêteté.

Protection immédiate des familles endettées, gel temporaire des crédits. En cas de litige reconnu, Suspension ou réduction du crédit immobilier, sans pénalités bancaires, jusqu'à résolution du conflit. On protège d'abord la famille, pas la procédure.

Médiation obligatoire avant procès, médiateur indépendant imposé à l'artisan. Refus de coopérer = sanction automatique.

Objectif : régler rapidement sans détruire financièrement les victimes.

Information et prévention des consommateurs, droit à l'information. Guide obligatoire remis avant signature : droits du consommateur, étapes de paiement, signaux d'alerte, recours possibles. Un citoyen informé est un citoyen protégé. On ne peut pas demander aux familles de respecter leurs engagements financiers quand l'État ne protège pas leurs droits fondamentaux.

La maison n'est pas un luxe. C'est une sécurité, une dignité, un projet de vie.

Il faut combattre les fraudeurs, instaurer la confiance dans le bâtiment, et surtout : empêcher des drames humains comme celui de M. et Mme Dupont.

Protéger les artisans honnêtes, réduit les conflits, allège la justice. C'est une réforme d'équilibre, de confiance et de dignité pour les citoyens Français qui est en souffrances.

STOPPER L'EMIGRATION ?



On doit dire la vérité aux Français :

L'immigration zéro n'existe pas.

Promettre une suppression totale de l'immigration est un mensonge politique !

Plus de blabla.

Nous refusons les mensonges politiques.

Nous refusons les slogans faciles.

Nous refusons de faire croire aux Français que tous leurs problèmes viennent de l'immigration.

La France souffre d'abord de la vie chère, du manque de logement, de la baisse du pouvoir d'achat et du laxisme face à la délinquance. C'est là que nous devons mettre toute notre énergie.

Les migrations existent tant qu'il y a des guerres, des crises et des déséquilibres mondiaux.

Nous choisissons la lucidité plutôt que la démagogie. L'immigration n'est pas la priorité vitale en 2026. Les immigrés ne viennent pas majoritairement pour profiter. Beaucoup sont de passage et repartent vers d'autres pays européens.

Faire de l'immigration l'obsession centrale détourne des vrais problèmes. Notre priorité : améliorer la vie des Français contre la vie, chère. Responsabilité et réalité.

Aucun État ne contrôle seul totalement ses frontières, sans sortie de l'Union Européenne, une maîtrise absolue des flux est impossible. Sortir de l'Union Européenne n'est pas la priorité immédiate.

La priorité est de sauver la vie sociale et économique des Français. Le vrai problème : la délinquance transfrontalière européenne. Vol agricoles, cambriolages en série, réseaux organisés profitant de la libre circulation. Ce ne sont pas des immigrés, ce sont des délinquants européens mobiles.

Principe fondamental de l'Union européenne, la liberté de circulation ne doit jamais devenir la liberté de voler. Nos solutions concrètes et légales, interdiction individuelle de territoire pour toute personne européenne condamnée pour vol, cambriolage, trafic, criminalité organisée. Interdiction d'entrée en France (5 à 10 ans), inscription dans le système Schengen.

Expulsion systématique des délinquants européens. Condamnation pénale et retour immédiat dans le pays d'origine.

Procédures accélérées. Fin du laxisme administratif. Lutte contre les réseaux criminels.

Coopération policière renforcée avec les pays concernés. Démantèlement des filières

Saisie des biens et des véhicules. Attaque directe sur les profits criminels, protection des agriculteurs et des territoires ruraux, brigades rurales renforcées, vidéosurveillance agricole aidée.

Peines aggravées pour vols en bande organisée ! Réponse judiciaire rapide et ferme.

Nos vraies priorités nationales : pouvoir d'achat, revalorisation du travail, allègement des charges sur les ménages, lutte contre les abus de prix, vie chère, facture de gaz et électricité, taxe de contribution d'État, alimentation, transports, loyers. La vie doit redevenir vivable.

Logement : construction massive, accès prioritaire aux travailleurs. Fin de la pénurie organisée, santé et qualité des produits. Lutte contre les produits nocifs, ultra-transfor, on n'a qu'une vie ! Protection des consommateurs face aux dérives du marché européen, défense de l'agriculture Française et de l'alimentation de la qualité de vie.

Notre conviction, notre ligne politique :

Pas de haine, pas de mensonges, pas d'amalgames, pas de promesses impossibles.

De la fermeté, de la loi. La France n'a pas besoin de boucs émissaires. Elle a besoin de vérité, de justice et de courage politique, pas de lâches !

Notre combat n'est pas contre les peuples. Notre combat est pour la dignité, la sécurité et l'avenir des Français. Dire, ne plus avoir d'immigrés du tout n'est ni réaliste ni conforme au droit européen et international. En revanche, réduire fortement l'immigration irrégulière, reprendre le contrôle, et changer le modèle migratoire : oui, c'est possible politiquement. Contrôle réel des frontières européennes.

Proposition Union-européenne :

Création d'une police européenne des frontières indépendante (renforcement radical de Frontex, refus d'entrée systématique pour toute personne sans visa ou motif légal. Centres de traitement hors UE pour les demandes d'asile Objectif : empêcher l'entrée irrégulière avant qu'elle arrive en France.

Fin des régularisations automatiques. Suppression des régularisations par le travail ou l'ancienneté. Pour toute entrée illégale retour obligatoire. Décisions administratives exécutées (aujourd'hui trop souvent ignorées) Entrer illégalement en France ne donne aucun droit. Nous ne combattons pas des personnes, nous combattons un système qui a perdu le contrôle.

L'Europe doit protéger ses frontières pour protéger ses peuples. Notre vision est claire !

Nous devons avoir le courage de dire la vérité. Une vérité simple, parfois difficile à entendre, mais indispensable si nous voulons réellement améliorer la vie des citoyens Français. L'immigration n'est pas le cœur du problème de notre pays. Et ceux qui prétendent qu'avec une immigration zéro tout ira mieux mentent aux

Français, regardez la réalité en face : nous ne pouvons pas combattre efficacement l'immigration tant que nous-mêmes sommes piégés, affaiblis, divisés, appauvris.

Aujourd'hui, les Français souffrent : d'un pouvoir d'achat en chute libre, d'une vie trop chère, d'un manque dramatique plus de 30 000 logements environ en France. La dette augmente (plus de 3500 milliards d'euros environ) ! Des produits de mauvaise qualité qui inondent nos marchés Français, une insécurité au quotidien liée aux vols, aux trafics, aux abus, (Le tribunal de Bobigny traite plus de 180 000 dossiers par an). En 2026 nous vivons dans la peur. C'est là que se joue notre survie sociale. L'émigration un combat perdu d'avance si on ne fait une obsession.

Soyons lucides, les immigrés ne viennent pas en France par confort, ils viennent pour sauver leur vie, pour fuir la guerre, la misère, le chaos et beaucoup ne restent pas en France, ils repartent vers l'Allemagne, l'Italie, d'autres pays, utilisent la France comme pays de passage.

On nous fait croire que l'on peut effacer l'immigration mais c'est une illusion politique, voire une manipulation politique.

Personne, absolument personne, ne peut garantir une immigration zéro.

L'UNION EUROPÉENNE :



La vérité sans tabou, disons-le clairement et sincèrement : tant que la France est dans l'Union européenne, la liberté de circulation existe, les frontières nationales sont limitées, aucun pays ne contrôle seul les flux migratoires, c'est un fait juridique et politique.

La France est et restera un pays des droits de l'Homme.

À ce titre, elle n'a pas le droit de traiter des femmes et des hommes comme des personnes indignes, anonymes ou déshumanisées, quelles que soient leur origine ou leur situation administrative.

Beaucoup d'immigrés arrivent sur notre sol parce qu'ils fuient la guerre, la violence ou l'effondrement de leur pays, et ils viennent demander protection à une nation qui a fondé les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité humaine et d'humanité !

Conscients que la France traverse elle-même de graves difficultés économiques et sociales, et que ses citoyens sont en souffrance, nous affirmons une position claire et honnête, sincère : la France ne peut pas accueillir tout le monde. On peut dire non, mais ça ne donne pas le droit d'humilier, d'enfermer ou de nier l'humanité de quiconque.

Lorsque l'accueil n'est pas possible, le retour doit se faire dans la transparence, l'explication et le respect, dans un cadre digne et humain, conforme à notre histoire et à nos valeurs. La fermeté n'exclut jamais la dignité. Le respect des droits de l'Homme n'est pas une option : c'est l'identité même de la France.

Donc oui, sans sortie de l'Union européenne, personne ne peut promettre une maîtrise totale de l'immigration. Mais soyons responsables, sortir de l'Union européenne aujourd'hui n'est pas la priorité. Notre priorité c'est de sauver notre propre avenir.

Nos combats essentiels : pouvoir d'achat, salaires trop bas, charges trop lourdes, prix qui explosent vie chère, énergie, alimentation, transport, assurance, mutuelle, loyer, manque de logements, loyers inaccessibles, jeunes et familles bloqués, produits dangereux et de mauvaise qualité, produits ultra transformés, produits pleins d'additifs et d'acides, importations européennes nocives pour la santé et Mercosur.

Voilà ce qui détruit la vie des Français.

Nous devons être fermes sur plusieurs points :

Vols, Trafics, exploitation des failles, abus de pouvoir, abus du système, violences physiques, enfants arrachés de leur famille sans accompagnement, suppression de l'ISF qui rapportait 5,5 milliards par an, (un manque à gagner de prêt de 50 milliards

environ, depuis 9 ans), manque de 300 000 logements...Environ. Cela doit être combattu sans faiblesse, peu importe l'origine de la personne. La République doit protéger ceux qui respectent la loi.

Notre conviction est claire : nous refusons les mensonges électoraux, nous refusons la haine comme programme, nous refusons les promesses impossibles.

Nous choisissons la responsabilité, nous nous concentrons sur la dignité, sur notre avenir économique et sur notre santé et la sécurité réelle.

Quand la France ira mieux, quand les Français vivront dignement, quand notre économie sera solide, quand notre peuple sera respecté, alors, nous poserons calmement la question : faut-il rester dans l'Union européenne ou en sortir ?

Pas par colère, pas par peur, mais par choix souverain, avec la conviction. On ne construit pas un avenir en cherchant des coupables.

On construit un avenir en se relevant nous-mêmes. Notre combat n'est pas contre l'immigration, notre combat est pour la vie des Français. C'est cela notre conviction, c'est cela, notre responsabilité, c'est cela, notre voie. Nous allons nous en sortir avec la tête haute.

Nous ne proposons pas ces réformes pour nuire, mais pour réparer, mettre fin au gaspillage de l'État, c'est rendre à l'argent public sa seule mission : servir le peuple. Le pouvoir n'est pas une fin en soi, il est un outil au service de la dignité humaine, de la justice et de l'intérêt général.

Nous ne cherchons pas des postes pour exister politiquement, nous cherchons des responsabilités pour changer les lois, protéger les personnes et réconcilier la France avec ses valeurs fondamentales. Nous ne défendons pas un pouvoir, nous défendons une vision, celle d'une politique respectueuse, humaine et responsable.

Parce que le respect n'est pas une option, ce programme est fondé sur une conviction simple : le respect, la dignité et l'humain avant tout. La confiance ne se promet pas, elle se mérite.

FRANCE TRAVAIL : DEMANDEURS D'EMPLOI



Depuis plusieurs années le gouvernement nous parle de France travail :

Il a voté la loi du 18 décembre 2023, censée réformer Pôle emploi devenu France Travail et remettre les chômeurs au travail. Mais la réalité est toute autre. Cette réforme ne fonctionne pas, elle multiplie les contraintes pour les demandeurs d'emploi, sans créer suffisamment d'emplois réels, durables et qualifiants. Un système de formations qui dérive.

Aujourd'hui, des millions d'euros publics sont engloutis dans des formations : trop souvent inefficaces, parfois déconnectées du marché du travail, et malheureusement, dans certains cas, frauduleuses. Des organismes de formation se créent uniquement pour capter de l'argent public, sans garantir un emploi à la sortie.

Certains organismes peu sérieux abusent de la situation en disant que la formation est gratuite ou prise en charge, poussent les demandeurs d'emploi à utiliser tout leur CPF,

Promettent plus ou moins implicitement un travail derrière, proposent des formations peu utiles ou de mauvaise qualité et au final, le CPF est utilisé, la personne n'a pas d'emploi et parfois même, la formation n'apporte pas de vraies compétences.

Ce système n'est ni juste pour les chômeurs, ni efficace pour l'économie.

Notre objectif : nous proposons une approche simple, directe et efficace, l'argent public doit aller à l'emploi réel, pas aux fausses promesses. Les aides aujourd'hui consacrées aux formations doivent être redirigées vers les entreprises qui acceptent d'embaucher une personne inscrite à France Travail, s'engagent à la former directement sur le poste, et à la maintenir dans l'emploi à l'issue de cette formation.

Dans ce cas : France Travail versera une prime de formation, ou de mise à disposition directement à l'entreprise, et non à des organismes intermédiaires douteux. Les avantages majeurs : Une formation concrète, adaptée au vrai métier, un emploi immédiat, pas hypothétique, une lutte efficace contre les arnaques à la formation.

Une responsabilisation des entreprises, qui deviennent actrices de l'insertion, un meilleur usage de l'argent public. Former oui, mais former pour travailler, pas pour remplir des dossiers.

Redonner de la dignité aux demandeurs d'emploi, les chômeurs ne demandent pas des sanctions supplémentaires, ils demandent un travail utile, une vraie chance, et du respect.

Notre conviction, c'est de faire confiance au travail, faire confiance aux entreprises responsables, et redonner une dignité par l'emploi, pas par la paperasse. Il se construit sur le terrain, dans les entreprises, par la transmission des compétences. Moins d'intermédiaires. Moins de formations fictives. Plus d'emplois réels. Voilà notre vision de long terme, Ensemble avec la conviction.

Programme réalisé pendant la période d'octobre 2025 au 9 mars 2026 par Pascaline Doucet : La Fondatrice, de la conviction Pascaline Doucet.

Proposition de Nouvelle Loi LPPE

Protection du Peuple et des Entreprises



Qu'est-ce que la LPPE ?

En France, des millions de citoyens paient chaque jour pour des services, des réparations ou des travaux en toute confiance. Mais trop souvent, cette confiance est trahie. Certaines entreprises ou certains artisans abusent du système : contrats payés pendant des années sans service rendu, acomptes encaissés puis chantiers abandonnés, petites sommes perdues que personne ne poursuit en justice parce que la procédure est trop longue et trop chère. Pour 100 €, 200 € ou 300 €, beaucoup de citoyens renoncent à se défendre.

Mais quand ces petites sommes sont multipliées par des millions de personnes, cela représente des millions d'euros perdus pour les Français. Cette situation doit changer.

C'est pourquoi nous proposons la LPPE — Loi pour la Protection du Peuple et des Entreprises, une loi simple : protéger les citoyens et soutenir les entreprises honnêtes.

Justice rapide pour les petits litiges

La loi LPPE crée une procédure nationale rapide pour les litiges de moins de 10 000 euros. Procédure simple, dépôt en ligne ou physique.

Objectif : empêcher que les petites injustices deviennent un système d'abus !

Protection contre les abonnements abusifs

Toute entreprise proposant un contrat de réparation ou de maintenance devra garantir : la réparation promise ou le remboursement si la réparation devient impossible. Une entreprise ne pourra plus dire « nous ne travaillons plus avec cette marque » après avoir encaissé des années de cotisations.

Sécurisation des acomptes pour les travaux

Les acomptes versés pour des travaux seront protégés par un compte de garantie sécurisé. L'argent sera débloqué uniquement lorsque les travaux avancent réellement.

Cela évitera les chantiers abandonnés et les acomptes perdus.

Assurance obligatoire contre les chantiers abandonnés

Chaque artisan devra disposer d'une assurance chantier obligatoire permettant de protéger les clients si : l'entreprise ferme, les travaux sont abandonnés ou les engagements ne sont pas respectés.

Médiation rapide et obligatoire

Avant tout conflit judiciaire, une médiation rapide obligatoire sera proposée.

Objectif : trouver une solution rapide, protéger les deux parties et éviter des années de procédure.

Lutte contre les abus répétés

Création d'un registre national des litiges consommateurs. Si une entreprise accumule de nombreuses plaintes : contrôle automatique, sanctions possibles et protection des consommateurs.

Des sanctions claires contre les abus : les entreprises qui abusent du système pourront subir des amendes, l'obligation de rembourser les victimes, une interdiction d'exercer en cas de fraude répétée (voir même saisie du fond personnel).

Une loi aussi pour protéger les entreprises honnêtes

La LPPE protège également les entreprises sérieuses. Les artisans et entreprises honnêtes souffrent aujourd'hui de la mauvaise réputation causée par quelques fraudeurs.

Une société juste ne doit pas laisser passer les petites injustices. Protéger les citoyens, soutenir les entreprises honnêtes. Cette loi vise à restaurer la confiance économique entre les citoyens et les entreprises.

C'est une France plus juste, plus fiable et plus forte. Pour l'intérêt général.

Réforme du Code du Travail 2017



Notre conviction : un travail humain pour une économie saine

Depuis 2017, sous la Présidence d'Emmanuel Macron, les ordonnances travail de 2017 ont modifié la protection des salariés et la flexibilité des entreprises. Mais certaines mesures ont affaibli la protection des salariés et créé des déséquilibres.

Certaines réformes ont donné trop de flexibilité aux entreprises, au détriment des salariés. Nous disons stop aux pratiques qui transforment le travail en jeu de hasard : licencier, surcharger, pousser les salariés à bout. Il est temps de poser calmement les règles et de protéger l'humain.

Respect de la santé et de l'humain

Un salarié n'est pas un objet que l'on embauche ou licencie au gré des caprices. La surcharge, le stress et la pression excessive doivent être encadrés pour éviter maladies et burn-out.

Responsabilité des entreprises

Créer et gérer une entreprise, c'est s'engager à respecter ceux qui travaillent. Une entreprise qui abuse de ses salariés détruit sa propre compétitivité et sa crédibilité.

Un droit au travail humain : aucun licenciement arbitraire, aucune manipulation du droit à l'erreur. Des sanctions proportionnées pour les abus répétés.

Économie saine, salariés protégés

Une entreprise humaine attire des salariés motivés et compétents. Un salarié malade ou exploité coûte cher à long terme et affaiblit l'économie.

Notre message est clair : arrêtons le jeu du hasard dans le travail. Posons les règles, protégeons l'humain et responsabilisons les entreprises. Une économie forte commence par des salariés respectés.

Notre priorité : protéger salariés et entreprises

Encadrer les arrêts maladie et les fraudes : mettre en place des contrôles et vérifications rigoureux pour détecter les abus. Si un salarié fraude et que la preuve est établie — remboursement intégral à l'entreprise, sanctions proportionnées.

Les salariés honnêtes bénéficient d'un droit complet au repos et à la santé, sans stress ni pression.

Responsabiliser les entreprises

Les entreprises doivent respecter la santé physique et mentale des salariés : surcharge, stress ou pression excessive sanctionnés. Audit obligatoire, sanctions financières, fermeture en cas de manquements répétés.

Équilibre et protection mutuelle

Créer un service de dialogue, médiation et de contrôle indépendant, pour protéger les deux parties : salariés et employeurs.

Prévention et sensibilisation

Sensibiliser les entreprises à l'impact économique de la surcharge ou de mauvaises conditions de travail. Sensibiliser les salariés aux conséquences des fraudes et aux règles de transparence.

Sanctions proportionnées et dissuasives

Pour un salarié frauduleux : sanctions financières, obligation de remboursement.
Pour une entreprise abusive : pénalités, audits renforcés, suspension d'activité.

La Conviction place l'équilibre et le respect de l'humain au cœur de l'économie.

Accompagner : Choix, Respect et Dignité



Respect de la dignité et laïcité

Conformément à l'article 1er de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, la République française garantit la liberté de conscience et la liberté de religion, et assure le respect de la laïcité dans toutes les institutions publiques. Dans ce cadre, chaque citoyen est libre de ses convictions, qu'elles soient religieuses, spirituelles ou philosophiques.

Pour une fin de vie digne : un devoir d'humanité

Toute personne qui vient au monde a droit à la vie, à la dignité et au respect. La vie est un don précieux et mérite d'être vécue et protégée, accompagnée tout au long de son existence.

Cependant, il existe des situations où certaines maladies graves et incurables plongent l'être humain dans des souffrances physiques, psychologiques et morales insupportables.

Il est probable que certains de nos concitoyens, ayant donné toute leur vie à la France, ayant payé leurs impôts, travaillé pour la société et l'intérêt général, se trouvent aujourd'hui dans cette situation. Et pourtant, en France, ils ne peuvent pas accéder à ce droit de mettre fin à leurs souffrances dans leur propre pays.

C'est une double peine injuste : souffrir et se sentir rejeté par la République qu'ils ont servie. Il est temps de reconnaître que, dans des situations extrêmes, la société doit écouter, accompagner et respecter la volonté de ceux qui souffrent.

Un tel choix ne peut exister que dans un cadre rigoureux, médical et éthique : plusieurs médecins indépendants, un accompagnement psychologique, et une commission de contrôle garantissent que la décision est libre, éclairée et réfléchie.

Renforcer les soins palliatifs reste essentiel afin que personne ne demande à mourir par manque de soutien. Mais quand toutes les solutions ont été épuisées, accompagner dignement la fin de vie est un acte d'humanité et de respect.

La vie mérite d'être protégée, mais la dignité humaine doit être respectée jusqu'au dernier instant. Accompagner une personne dans la dignité, écouter sa souffrance et respecter sa volonté n'est pas un acte contre la vie, c'est un acte pour l'humanité !

Je crois qu'un cadre strict et profondément encadré par la médecine et la société pourrait exister. Une décision aussi grave ne pourrait jamais être prise à la légère.

Ce débat doit être mené avec respect, prudence, bienveillance et humanité.

Ensemble pour une France humaine, juste et digne !

AVIS AU LECTEUR

Nous tenons à préciser que ce programme et notre mouvement sont totalement indépendants. Aucun financement gouvernemental ou intervention extérieure n'a orienté notre travail. Vous pouvez avoir confiance : nos choix et nos actions sont guidés uniquement par nos convictions. Nous agissons librement, dans le respect de la loi et toujours au service de l'intérêt général.